



Investir dans les populations rurales

## **Niger**

---

### **Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa**

#### **Rapport de supervision**

Dates de mission: 21/11/2019 to 05/12/2019

Date du document: 27/04/2020

Identifiant du projet 2000001810

Numéro du rapport: 5396-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Sigles et acronymes

<b>AGR</b>	Activités Génératrices de Revenus
<b>AS</b>	Activité Structurante
<b>ASAP</b>	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
<b>AT</b>	Assistant Technique
<b>ATNSE</b>	Assistant Technique National en Suivi-Evaluation
<b>AUE</b>	Associations d'Usagers de l'Eau
<b>AUSPE</b>	Associations d'Usagers de Station de Pompage d'Eau
<b>CC</b>	Centres de Collecte
<b>CENAT</b>	Cellule Nationale d'Assistance Technique
<b>CEP</b>	Champ-Ecole Paysan Pluvial
<b>CEPM</b>	Champ-Ecole Paysan Maraîcher
<b>CES/ DRS</b>	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
<b>CGES</b>	Cadre de Gestion Environnemental et Social
<b>COFO</b>	Commission Foncière
<b>COGES</b>	Comité de Gestion
<b>CRA</b>	Chambre Régionale d'Agriculture
<b>CTL</b>	Cellule Technique Locale
<b>CVSE</b>	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
<b>DAO</b>	Dossier d'Appel d'Offres
<b>DCP</b>	Document de Conception de Projet
<b>DIPE</b>	Dispositif d'Initiative Paysanne en Elevage
<b>DGGR</b>	Direction Générale du Génie Rural
<b>DANO</b>	Demande d'avis de non objection
<b>DRA</b>	Direction Régionale de l'Agriculture
<b>DRE</b>	Direction Régionale de l'Environnement
<b>DREL</b>	Direction Régionale de l'Elevage
<b>DRF</b>	Demande de Retrait de Fonds
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation
<b>DSF</b>	Prêt DSF (Debt Sustainability Framework) FIDA
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>GIZ</b>	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
<b>i3N</b>	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
<b>MAG/EL</b>	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
<b>MDG</b>	Marché de Demi-Gros
<b>MER</b>	Micro-Entreprises Rurales
<b>MMD</b>	Mata Masu Dubara (femmes en action)
<b>MP</b>	Maison du Paysan
<b>NORAD</b>	Agence norvégienne de développement
<b>OFID</b>	OPEC Fund for International Development
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PDE</b>	Pôle de Développement Economique
<b>PDES</b>	Programme de Développement Économique et Social
<b>PGES</b>	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>ProDAF</b>	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
<b>PTBA</b>	Plan de Travail et Budget Annuel
<b>RC</b>	Responsable de Composante
<b>RECA</b>	Réseau des Chambres d'Agriculture

<b>RNA</b>	Régénération Naturelle Assistée
<b>RPM</b>	Responsable Passation des Marchés
<b>RRD</b>	Réfugiés/Retournés/Déplacés
<b>SDDCI</b>	Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
<b>SE, S&amp;E</b>	Suivi et Evaluation
<b>SIG</b>	Système d'Information Géographique
<b>SPP</b>	Station de Pompage Pastorale
<b>SYGRI</b>	Système de gestion des résultats et de l'impact
<b>URGP</b>	Unité Régionale de Gestion du Programme
<b>USD</b>	United States Dollars

## A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Niger	Catégorie environnementale et sociale:	B
Nom du projet:	Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa	Classification du risque climatique (PESEC):	1
N° du projet:	2000001810	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'agriculture
Type de projet:	Irrigation	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Ministère de l'agriculture
Chargé de Programme Pays:	Abdoul Barry		
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:	Pas encore disponible		

Date d'approbation:	29/09/2018	Date de réception du dernier rapport d'audit:	Pas encore disponible
Date de signature:	25/10/2018		
Date d'entrée en vigueur:	21/03/2019	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	05/12/2019
Date d'éligibilité aux décaissements:	18/07/2019	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	1
Date du premier décaissement:	18/07/2019	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	Pas encore disponible	Délai d'entrée en vigueur:	6 mois
Date d'achèvement prévue:	31/03/2025		
Date d'achèvement actuelle:	31/03/2025		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

## Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	IFAD	\$6,250,000
	Debt Sustainability Framework	\$6,250,000
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$143,000
	National Government	\$2,473,900
Répartition du cofinancement	The Norwegian Agency for Development Cooperation	\$0
	The Norwegian Agency for Development Cooperation	\$3,604,000
Financement total du projet:		\$18,720,900

## Mission en cours

Dates de mission:	21/11/2019 to 05/12/2019
Jours sur le terrain:	04 jours de visites de terrain dans la Région de Diffa.

Composition de la mission:	<p>Equipe FIDA: M. Achancho Valentine, Directeur Pays pour le Niger et Chef de mission ; M. Cherif Lawan, Chargé de programme ; M. Lutaladio Jacques, spécialiste en Agronomie et Ingénierie de projet, Coordonnateur technique de la mission ; M. Kemtsop Guy Augustin, spécialiste en infrastructures rurales ; M. Massa Bernucci Nicolo, Expert chargé des aspects environnementaux et changements climatiques ; Mme Moustapha Ouma Kaltoume, Consultante nationale chargée des aspects de nutrition, genre, ciblage et leadership féminin ; M. Mahamane Aboubacar, Consultant national en passation des marchés ; Mme N'déla Diouf, consultante en gestion financière ; et M. xxx, Consultant Cameraman du FIDA.</p> <p>Partie nationale : M. Younoussa Idrissa, Directeur de la mobilisation des Eaux DGGR/MAG/EL, Chef de mission ; M. Sanoussi Garba, M.PLAN ; M. Harouna Niandou Abdel Aziz, DEP/ME/SU/DD ; M. Mahaman Tassiou Sani, DGGR/MAG/EL ; et M. Maman Chekaraou, DMA/DGA/MAG/EL.</p> <p>Equipe du ProDAF: M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP/CENAT; M. Malam Kimé Moustapha, Coordonnateur URGP/ProDAF Diffa ; M. Moussa Elh Lawali, RC2/ProDAF Diffa ; M. Alkaly Abdoul Karim, Responsable SE/ProDAF Diffa ; M. Aboubacar Kadri Issa, Assistant PM/ProDAF Diffa ; M. Daouda Souleye, RC1 ProDAF Diffa ; M. Seybou Halidou, RAF/ProDAF Diffa ; M. Adikan Ahmet Abdoulaye, Comptable/ProDAF Diffa ; M. Samiratou Harouna Idrissa, Secrétaire/ProDAF Diffa ; Mme Zeinabou Harouna, stagiaire/ProDAF Diffa ; M. Habou Bara Garba, stagiaire/ProDAF Diffa ; Maïssa Elhadji Lawali, ProDAF Diffa ; Adikaran Ahmel Abdoulaye, ProDAF Diffa ; Moussa Elhadji Ponouali, ProDAF Diffa ; et M. Saminatou Harouna Idrissa, ProDAF Diffa.</p>
Lieux visités:	<p>Site de Zormodo dans la commune rurale de N`guel Beyli : installation d`une Station de Pompage Pastorale (SPP) pour les besoins en eau des éleveurs et de la population ; mise en place et formation des membres des Associations d'Usagers de Station de Pompage d'Eau (AUSPE) et leur équipement en kits de petits matériels d`entretien et d`hygiène autour de la station de pompage ; mise en gestion déléguée sous le pilotage du Conseil Régional de Diffa. Site de Djetkoram dans la commune de Mainé Soroa : amélioration des capacités d`intensification agricole des bénéficiaires à travers l`aménagement de la cuvette en petite irrigation (forages maraichers, motopompes et réseau californien) et sa valorisation à travers la mise en place des champs écoles paysan Pluvial et maraicher (CEP/CEPM) et des semences potagères et de maïs ; fixation mécanique et biologique des dunes situées près de la cuvette et leur valorisation par l`ensemencement en espèces fourragères et la plantation de ligneux. Site de Guidan Kadji dans la commune de Mainé Soroa : amélioration du petit élevage et reconstitution du cheptel à travers la mise à disposition des kits petits ruminants (caprins) et la mise en place d`un Dispositif d`Initiative Paysanne en élevage (DIPE).</p>

## B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4	Évaluation de la performance globale de l'exécution		4

<b>Efficacité en matière de développement</b>	<b>4</b>	<b>Gestion du projet</b>	<b>4</b>
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	4
Ciblage et portée	5	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	
Productivité agricole	3	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	3	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	4	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	5

<b>Durabilité et transposition à plus grande échelle</b>	<b>4</b>	<b>Gestion et exécution financière</b>	<b>4</b>
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	3	Taux de décaissement acceptable	5
Établissement de partenariats	3	Qualité de la gestion financière	3
Capital humain et social et autonomisation	3	Qualité et ponctualité des audits	
Qualité de la participation des bénéficiaires	4	Fonds de contrepartie	3
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	3
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	4	Passation des marchés	4
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

<b>Pertinence</b>	<b>5</b>
-------------------	----------

## C. Objectifs de la mission et principales conclusions

### Contexte et objectif principal de la mission

### Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement du Niger et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a séjourné au Niger du 21 novembre au 05 décembre 2019 pour réaliser la quatrième mission de supervision du Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa (ProDAF Diffa).

L'objectif de la mission était d'apprécier le niveau de mise en œuvre des activités depuis l'entrée en vigueur des fonds NORAD en décembre 2017 jusqu'au 15 Novembre 2019. Plus spécifiquement, la mission était chargée de : (i) passer en revue les réalisations techniques et financières du ProDAF Diffa ; (ii) identifier les principales contraintes auxquelles fait face le programme et (iii) proposer les orientations pour améliorer ses performances.

La mission a aussi analysé et apprécié le projet de Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2020 en rapport avec les sources de financement disponibles (Prêt et Don FIDA, Don additionnel NORAD).

La mission s'est rendue dans la région de Diffa du 22 au 25 novembre 2019 et a rencontré MM. Maï Wandara Zakaria, Hamadou Hamadou et Yaya Godi, respectivement 2ème Vice-Président du Conseil Régional de Diffa, Secrétaire Général du Conseil Régional de Diffa et Secrétaire Général du Gouvernorat de la Région. Elle a tenu des séances de travail avec l'équipe de coordination du ProDAF Diffa et ses partenaires de mise en œuvre sur les réalisations techniques et financières du PTBA 2019 et les propositions du PTBA 2020.

Au cours de ces séances, la mission a échangé avec MM. Boukar Kazelma, DRA ; Madi Zarami Ibrahim, DRGR/Diffa, Rabiou Abdou Moussa, DRH/A/DA ; Issaka Abdou Ali, CR/DA ; Lamine Traoré, DRF/ME/SU/DD/Diffa ; Issa Abdoulaye, DRC/PSP/Diffa ; Malam Fantagana Kamdouri, DREL/DA ; Saidou Matto, DRH/A Diffa ; Boureima Halidou, DR Elevage/Diffa ; Djibir Malam Idi, PAM/Diffa ; Marie Puchon/KARKARA ; Tidjani Bindoumi/KARKARA ; Hamadou O. Sanda, AREN ; Grema Aboukar, KARKARA ; Hassan Ardo Ido, AREN ; Korodji Dalla, CRA ; Bindoumi Tidjani, KARKARA ; Abdoul Karim Boubacar Idé, Maison de l'Entreprise ; et Ibrahim Chaibou Nomoa, AREN.

La mission a conduit des travaux en groupes thématiques sur les infrastructures, le renforcement de l'agriculture familiale, le ciblage/genre et nutrition, et la passation des marchés. Elle s'est ensuite rendue sur le terrain (dans la commune rurale de N'guel Beyli sur le site de Zormodo et dans la commune de Mainé Soroa sur les sites de Djetkoram et de Guidan Kadji) pour visiter les réalisations et échanger avec les acteurs de mise en œuvre et les bénéficiaires.

Au cours des visites de terrain, la mission a rencontré MM. Abdou Lellé, Hassane Elhadji Ardo Boukar, Tahirou Moussa, Adam Bassai et Barouma Noujou Abdou, respectivement Vice-Maire de la commune rurale de N'Guel Beyli, Président de l'AUSPE de Zormodo, Secrétaire Général de la Mairie de la commune urbaine de Mainé Soroa, Président du Comité de Gestion (COGES) de Djetkoram et Chef de village de Guidan Kadji.

Les visites se sont terminées par des réunions de synthèse pour discuter des constats et échanger sur les perspectives.

La mission a également organisé une réunion d'échanges avec les membres des groupes thématiques afin de faire le bilan de réalisation des activités structurantes, d'identifier les contraintes et de proposer les mesures d'atténuation au regard des constats faits lors des visites de terrain. Elle a ensuite visité le marché de poisson de Diffa dans la perspective d'un appui de ProDAF Diffa au cadre de concertation « *Hadin Gwiwa* » en vue de la construction d'un marché de demi-gros et qui impliquera tous les acteurs de la chaîne de valeur poisson.

Avant de quitter Diffa pour Niamey, la mission a été reçue par M. Issa Lemine, Gouverneur de la Région de Diffa en présence de ses proches collaborateurs. A Niamey, la mission a échangé avec les autorités de tutelle du programme et a passé en revue la gestion fiduciaire du programme.

Les conclusions des aspects non fiduciaires de l'Aide-Mémoire de la mission ont été discutées avec l'équipe du ProDAF Diffa et les partenaires clefs du programme le 28 novembre 2019 à Niamey, et amendé pour tenir compte de leurs observations. Les constats et recommandations préliminaires de la mission ont été présentés et discutés avec les membres du comité de pilotage lors d'une séance de restitution à Niamey le 29 novembre 2019 sous la présidence de M. Yakoubou Mahaman Sani, Directeur Général de la Programmation du Développement au Ministère du Plan.

La mission tient à remercier les autorités nationales et régionales ainsi que l'ensemble de ses interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du ProDAF Diffa. Elle remercie particulièrement les populations des sites visités pour leur disponibilité ainsi que le Coordonnateur du ProDAF Diffa et l'ensemble de son équipe pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

### Principaux accords de mission et conclusions

### Principales mesures convenues et conclusions



Après près de deux ans de mise en œuvre du ProDAF Diffa, les conditions de réalisation des activités structurantes prévues dans le programme sont presque toutes réunies. Il s'agit notamment de l'appropriation des manuels et procédures de mise en œuvre des activités, des manuels d'opération et de suivi-évaluation et du renforcement des capacités des équipes.

Mais, des contraintes et difficultés persistent et continuent à affecter le programme dans l'exécution physique et financière de ces activités structurantes (AS). Il s'agit notamment de l'arrivée tardive du financement FIDA, la non disponibilité du financement du Don supplémentaire NORAD2, la lenteur dans le processus de réallocation des catégories budgétaires sur financement Norad1 et la lourdeur des procédures de passation de marché. Pour lever ces obstacles qui peuvent impacter sur la performance du programme, les mesures suivantes ont été convenues :

- Prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de s'assurer de la qualité des dossiers et de l'exhaustivité des pièces requises avant de soumettre les demandes de non objection ;
- Améliorer la planification de la passation de marché pour décliner les marchés à passer au niveau régional et au niveau national ;
- Traiter avec diligence dans le respect du code des marchés, les dossiers d'appel d'offre au niveau des différents commissions et comités ;
- Organiser des ateliers techniques d'élaboration des termes de références dès le début de l'année afin d'améliorer la qualité des documents élaborés par les Unités Régionales de Gestion du Programme (URGP) ;
- Procéder à la transformation du poste d'Assistant en Responsable de la passation des marchés pour une meilleure valorisation de cette activité au sein du ProDAF Diffa ;
- Procéder à la planification des études thématiques en vue de renseigner les indicateurs d'effets du cadre logique dans la perspective de la RMP prévue pour 2021.

## D. Vue d'ensemble et avancement du projet

**Exécution du PTBA 2019.** La mission constate une certaine montée en puissance de l'exécution physique des activités structurantes par rapport au PTBA de l'année dernière même si le niveau d'exécution physique du PTBA au 31 octobre n'est que de 48% globalement.

Ce taux modérément satisfaisant s'expliquerait notamment par le retard dans le recrutement du personnel complémentaire de l'URGP de Diffa, la lenteur dans le processus de réallocation des catégories budgétaires sur financement Norad1 qui a ralenti considérablement la mise en œuvre des activités sur ce financement. En outre, il y a lieu de relever la lourdeur des procédures de passation de marché et la lenteur dans le traitement des Demandes d'avis de non objection (DANO) consécutive à la qualité de certains dossiers de demandes de non objection qui se traduit par des demandes de renseignements complémentaires à l'URGP sans compter les aléas du nouveau système de traitement de DANO en ligne intervenu courant septembre 2019. Par ailleurs, le dispositif endogène d'accompagnement des bénéficiaires devant relayer l'ingénierie sociale n'est pas très opérationnel.

Au niveau des composantes, l'exécution physique est de 60% pour la composante 1, de 38,6% pour la composante 2 et 59,5% pour la composante 3. Cependant, cette situation cache en réalité des disparités entre les sources de financement, à savoir :

- Sur Fonds FIDA, le taux d'exécution du PTBA 2019 hors engagements au 31/10/2019 est de 43,50 %, comme suit : i) 50,53% la Composante 1 « Renforcement de l'agriculture familiale durable » ; ii) 26,56% pour la composante 2 « Amélioration de la productivité » ; et iii) 43,94 % pour la composante 3 « Coordination, et gestion ». Avec les prévisions d'exécution et la DPD en cours de traitement au FIDA au 31 décembre 2019, le taux serait de l'ordre de 70,44% au total sur les fonds PRET /FIDA.

- Sur Fonds NORAD 1, le taux d'exécution du PTBA 2019 hors engagements au 31/10/2019 est de 68,43 %, comme suit : i) 74,24% la Composante 1 « Renforcement de l'agriculture familiale durable » ; ii) 27,10% pour la composante 2 « Amélioration de la productivité » ; et iii) 47,74 % pour la composante 3 « Coordination, et gestion ». Avec les prévisions d'exécution au 31 décembre 2019, le taux serait de l'ordre de 74,76% au total sur les fonds NORAD 1.

En termes de bénéficiaires touchés, un total 11 621 bénéficiaires ont été ciblés et touchés par les activités du programme dont 23,3% sont issus des ménages Réfugiés/Retournés/Déplacés (RRD) soit 2 709 bénéficiaires comme signalé dans le tableau ci-après. Cependant, comparé aux prévisions du PTBA 2019 révisé, les réalisations au 31 octobre 2019 ont permis de toucher 72,7% du total des cibles 2019 fixés à 15 985 bénéficiaires.

Activités	Population autochtone				Population RRD			
	H/A	F/A	H/J	F/J	H/A	F/A	H/J	F/J

Bénéficiaires des travaux de récupération de terre	221	45	159	38	143	42	112	40
Bénéficiaires des travaux de fixation de dunes	370	97	451	133	58	18	62	18
Bénéficiaires des CEPM	591	142	610	171	201	60	174	58
Bénéficiaires des formation des DIPE	1182	284	1220	342	402	120	348	116
Bénéficiaires des CEP	509	151	914	192	43	17	51	21
Bénéficiaires des kits petits ruminants	50	97	54	115	162	143	145	141
Bénéficiaires des superficies aménagées dans les cuvettes	528	32	205	9	5	4	1	4
Total des ménages touchés	3451	848	3613	1000	1014	404	893	398
Total par type de bénéficiaires				8 912				2 709
Total ménage des bénéficiaires touchés								11 621

H/A= homme adulte ; F/A= femme adulte ; H/J= homme jeune ; F/J= femme jeune

**Performance financière.** Pour la mise en œuvre des activités structurantes au titre du PTBA 2019, les prévisions budgétaires révisées du ProDAF Diffa s'élevaient globalement à 2 731 889 049 FCFA imparties comme suit :

Sources de Financement	Montant du PTBA 2019 (FCFA)	Taux (%)
Bénéficiaires	1 600 000	0,05%
Etat du Niger (taxes et exonérations)	157 834 237	5,80%
FIDA (Prêt et Don)	886 755 000	32,45%
Norad1	1 142 699 812	41,83%
Norad2	543 000 000	19,87%
Total général	2 731 889 049	100,00%

Ce PTBA 2019 est financé à hauteur de 41,83% par le reliquat du don Norad1 constitué du bonus financier lié à la fluctuation de la monnaie d'échange (Dollars USD) et du reste du don non consommé (y compris les engagements de 2018). S'agissant du Don additionnel Norad2, seulement 19,87% du PTBA sont prévus sur ce fond qui n'est devenu actif qu'à partir du second semestre 2019 et le processus de ratification avait pris assez de temps pour aboutir. En outre, les fonds du FIDA, de la contrepartie nigérienne et des bénéficiaires couvrent respectivement 32,45%, 5,80% et 0,05% du PTBA.

Au 31 octobre 2019, le PTBA 2019 révisé est exécuté à un taux de 43,25% soit un montant de 1 181 467 307 FCFA sur les 2 731 889 049 FCFA de prévision.

Source de financement	Montant prévus (FCFA)	Montant Décaissé (FCFA)	Montant des engagements (FCFA)	Réalisation (FCFA)	Taux de décaissement (%)	Taux de réalisation (%)
Bénéficiaires	1 600 000	0	0	0	0,00%	0,00%
Etat	157 834 237	15 998 000	0	15 998 000	10,14%	10,14%
FIDA	886 755 000	385 240 201	208 705 063	593 945 264	43,44%	66,98%
NORAD 1	1 142 699 812	780 229 106	115 733 187	895 962 293	68,28%	78,41%
NORAD 2	543 000 000	0	209 750 000	209 750 000	0,00%	38,63%
Totaux	2 731 889 049	1 181 467 307	534 188 250	1 715 655 557	43,25%	62,80%

En prenant en compte les engagements fermes le taux passe à 62,80% et varie respectivement de 64,22%, 50,22% et 64,59% pour les composantes 1, 2 et 3.

PTBA 2019 (FCFA)	Paramètre	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Total
Prévision révisée	1 892 560 764	291 013 285	548 315 000	2 731 889 049	
Décaissement	878 086 772	58 326 614	245 053 921	1 181 467 307	
	Réalisation	1 215 357 306	146 146 880	354 151 371	1 715 655 557
	Taux décaissé	46,40%	20,04%	44,69%	43,25%
	Taux réalisé	64,22%	50,22%	64,59%	62,80%

Quant à l'exécution des obligations de financement par source de financement au 31 /10/2019 en USD, la mission relève, à travers le tableau A de l'appendice 1, ce qui suit :

- Les décaissements sur le *Don FIDA* s'élèvent à 738 000 USD correspondant à l'avance semestrielle équivalant à 657 710 EUR sur le don de 5 370 000 EUR, soit un taux de décaissement effectif de 12,25%.

- Les décaissements sur le *Prêt FIDA* s'élèvent à 738 000 USD correspondant à l'avance semestrielle équivalant à 657 710 EUR sur le don de 5 370 000 EUR, soit un taux de décaissement effectif de 12,25%.

- Les décaissements sur le *Don NORAD 1* s'élèvent à 3 130 658 USD sur le don de 3 604 074 USD, soit un taux de décaissement effectif de 86,87%.

- Ces différents critères nous permettent d'avoir une appréciation globale du projet 31/10/2019. Le décaissement global toutes sources confondues s'élèvent à 4 641 000 USD contre un financement de 18 267 000 USD soit un taux de 25,41%.

Le Projet a presque 2 années d'exécution depuis la date d'entrée en vigueur le 8 décembre 2017, pour les fonds NORAD

1 et le 21 mars 2019 pour le Don/Prêt FIDA. S'agissant des fonds NORAD 1, il faudra cependant noter que le démarrage effectif du projet a eu lieu 4 mois après la date d'entrée en vigueur du projet, en avril 2018. La date officielle d'achèvement du projet est fixée pour le 08 décembre 2019, la mission n'a pas encore reçu de document officiel stipulant la prolongation des fonds NORAD 1 mais avec les propositions de réallocations en cours au niveau du FIDA, l'extension est envisagée. Après l'obtention de l'amendement de prolongation ainsi qu'avec les prévisions de DRF d'avance semestrielle (DRF N°10) au niveau de NORAD 1 le taux de décaissement prévisionnel a été estimé à 96,12% au 31 décembre 2019.

La date d'entrée en vigueur des fonds NORAD 2 est le 21 juin 2019, le projet a élaboré une DRF relative à l'avance semestrielle le 27 septembre 2019 qui est toujours dans l'attente du décaissement en question.

Quant à la participation financière du Gouvernement, elle représente l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens, travaux et services qui seront acquis par le Projet. Le montant total de la contrepartie nationale à date du 31/10/2019 s'élève à 18 710 757 FCFA (soit environ 35 000 USD), soit un taux de 1,41%.

Le faible taux de la contrepartie s'explique par absence d'investissement en infrastructures liée au financement de NORAD 1 mais aussi à la lenteur et à la lourdeur des processus dans l'obtention des exonérations.

Les activités nécessitant la contribution des bénéficiaires n'ont pas encore démarré, il s'agit de celles relatives aux MER (Micro projet d'Entreprise Rurale).

Par ailleurs, la mission a été informée que la performance globale du programme a été fortement affecté par la non effectivité des certaines sources de financement prévues dans le PTBA 2019. Ceci fait que sur une prévision totale de 2 731 889 049 FCFA seul 41,8% du budget était disponible (uniquement le Don Norad1). Ainsi, plusieurs activités prévues courant 1<sup>er</sup> semestre n'ont pas été exécutées faute de financement.

Cependant, la mission note que malgré une arrivée tardive des ressources du FIDA, la performance est assez appréciable (exécution à 43,25%). Cela a été possible grâce à la stratégie d'anticipation adoptée par l'URGP sur certains dossiers en termes d'engagements fermes à liquider une fois que les fonds sont disponibles. Cette même stratégie s'applique au fond Norad2 qui a présentement un taux de décaissement de 0% (1<sup>er</sup> appel de fonds non disponible) mais un taux d'engagement de 38,63%.

**Passation des marchés.** La mission a noté une bonne compréhension des procédures de passation des marchés. Les dispositions de l'accord de prêt, du manuel de procédures et de la législation nationale en matière de passation des marchés sont bien appliquées. Il y a une bonne corrélation entre les activités prévues et autorisées dans les PTBA et Plan de Passation des Marchés (PPM) 2019. La composition des commissions de dépouillement est conforme aux normes en la matière. Des progrès réels ont été notés en ce qui concerne la maîtrise des outils de gestion.

En ce qui concerne la mise en œuvre du PPM 2019 révisé, il ressort au 31 octobre 2019 un taux d'exécution de 56 % sur 40 marchés prévus. Ces marchés sont passés et exécutés dans le respect des textes prévus.

Catégories de passation des marchés	Marchés prévus	Marchés exécutés à 100%	Marchés engagés	Marchés non engagés	Taux d'exécution
Services des consultants	13	5	7	1	60,0%
Biens et services courants	21	13	2	6	63,1%
Travaux	6	0	3	3	25,0%
Total PPM	40	18	12	10	56,0%

Cependant, la mission a été informée des difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du PPM 2019. Il s'agit notamment de la lenteur dans l'élaboration des Termes de référence qui se traduit par un retard dans le processus de passation des marchés et la lenteur dans l'obtention des avis de non objection pour certains dossiers. Ceci a contribué au retard constaté dans le démarrage effectif de certaines activités.

**Projet de PTBA 2020.** La mission a été informé que la planification du PTBA 2020, en termes de prévisions et cibles physiques et des couts financiers, a été faite en droite ligne avec les politiques et priorités nationales et en tenant compte des documents de référence notamment les accords de financement, la note conceptuelle sur le financement additionnel Norvégien et le Document de Conception de Projet (DCP) du ProDAF Diffa. La planification a aussi pris en compte les

leçons apprises dans la mise en œuvre des PTBA 2018 et 2019, et les recommandations de la dernière mission de supervision de juin 2019.

En rapport avec les sources de financement disponibles (Prêt et Don FIDA, Don additionnel NORAD), ce PTBA sera notamment financé à une hauteur de 0,8% par le reliquat du don Norad1 estimé à un montant de 29 975 903 FCFA constitué du reste du don non consommé tout en considérant que les marchés passés en 2019 seront exécutés à 100%.

Pour le Don additionnel Norad2 et du fait que le processus de mobilisation du 1<sup>er</sup> appel de fond est toujours en cours, 42,92% du PTBA ont été prévu sur ce fond estimé soit un montant de 1 631 958 333 FCFA.

Pour les ressources FIDA (Prêt et Don FIDA), la planification du PTBA 2020 sur cette source est de 1 792 034 667 FCFA soit 47,13% du PTBA.

Source de financement	Composante 1	Composante 2	Composante 3	Total général	Taux
Bénéficiaires	--	14 000 000	--	14 000 000	0,4%
Etat (taxes et exonérations)	242 071 875	68 286 000	23 940 000	334 297 875	8,8%
FIDA (Prêt et Don)	1 174 284 667	200 850 000	416 900 000	1 792 034 667	47,13%
NORAD 1	23 220 000	6 755 903	--	29 975 903	0,8%
NORAD 2	894 458 333	629 250 000	108 250 000	1 631 958 333	42,92%
Total général	2 334 034 875	919 141 903	549 090 000	3 802 266 778	100,00%
Taux	61,4%	24,2%	14,4%	100,0%	

Le paquet d'activités structurantes du PTBA permettra de toucher 7 995 ménages bénéficiaires directs au titre de l'année 2020. Ce PTBA pourra contribuer (à hauteur de 49% du PTBA) aux priorités du MAG/EL/i3N en rapport avec la récupération des terres, la maîtrise de l'eau, la vaccination du bétail et la mise à disposition des semences de qualité.

La mission a noté la préoccupation de la partie nationale par rapport à la synergie d'actions nécessaires pour faire face aux effets d'inondations que connaît la région de Diffa et qui peuvent avoir un impact sur la mise en œuvre du programme en 2020. La mission encourage le programme à identifier, au sein des activités structurantes dans le cadre du plan de soutien d'Urgence, des actions d'appui contribuant au renforcement de la résilience des bénéficiaires.

### Composante 1 : Renforcement durable de l'agriculture familiale

La composante 1 vise l'augmentation durable de la productivité des exploitations agricoles familiales à travers la mise en œuvre des activités structurantes (AS) ci-après afin de faciliter l'accès à la sécurité alimentaire et aux marchés par les populations rurales et les ménages issus des populations réfugiées, déplacées, retournées. Les femmes et les jeunes constituent une grande partie de cette population cible. Cette composante contribue notamment à la mise en place des aménagements structurants et productifs résilients aux risques climatiques, au renforcement des capacités technico-économiques des exploitations familiales et à l'amélioration de la résilience des populations vulnérables (30% de réfugiés parmi les bénéficiaires ciblés).

**AS1 : Aménagement des bassins versants.** L'activité vise l'atténuation des effets du changement climatique et se décline en cinq (5) sous-activités.

La récupération de 200 ha de terres en amont du bassin versant - dont 120 ha sur terres pastorales et 80 ha sur terres agricoles - a été exécutée en partenariat avec la Chambre Régionale de l'Agriculture (CRA) en 2019. Selon l'URGP, 67% de l'activité a été réalisé en 2019 (100 ha doivent être encore traités sur Norad2). Les terres agricoles abandonnées ou faiblement exploitées par la population ont été traitées par la technique de zai comme recommandé au cours de la dernière mission de supervision, et celles pastorales par la technique des demi-lunes. Un appui à la production agricole,

en semences d'espèces locales et en plants forestiers (au nombre 70 000) a été fourni. Cependant, la mission a noté que les plants étaient endommagés par la présence et la divagation d'animaux. Pour cette raison, il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de gardiennage (un gardien pour chaque 25 ha au minimum) pour assurer la protection des périmètres agricoles. La mission recommande en outre de promouvoir la Régénération Naturelle Assistée (RNA) à large échelle dans les activités de récupération des terres avec les partenaires spécialisés.

La fixation des dunes autour des cuvettes a été mise en œuvre en 2018 et 2019 en partenariat avec l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Karkara. L'activité a été réalisée à 63% PTBA 2019 (300 ha doivent être encore traités sur NORAD2). La fixation est effectuée pour protéger les cuvettes aménagées pour la production maraîchère. Au total, 150 ha ont été aménagés dans 23 cuvettes. L'action de fixation biologique des dunes autour des cuvettes totalise 1400 ha (500 en 2018, 900 en 2019 dont 400 ha en collaboration avec le PAM). Au cours de la supervision, la mission a visité le site de Djetkoram et a apprécié l'avancement des réalisations (50 ha en 2018 et 30 ha en cours de fixation). Elle recommande de renforcer le mécanisme de gardiennage ainsi que le comité de surveillance.

L'identification de 100 km de couloir de passage a été réalisée par l'Association pour la redynamisation de l'élevage au Niger (AREN). Le couloir de passage doit être encore balisé pour sécuriser la mobilité des troupeaux dans les aires de pâturage vers les points d'eau et éviter les conflits avec les agriculteurs. L'activité sera réalisée en fin 2019/début 2020.

L'ouverture des bandes pare-feu est en instance de démarrage avec l'arrivée prochaine des fonds NORAD2. Pour l'instant, l'Association AREN a démarré les missions d'ingénierie sociale auprès des bénéficiaires de cette activité.

La plantation des haies vives sera réalisée lors de la mise en place des aménagements des périmètres communautaires irrigués dans la zone inter-dunaire. L'objectif des haies vives est de briser le vent et d'améliorer la production agropastorale (pois d'angle, moringa, etc.). Lors de la visite de terrain par les membres de la mission, des besoins en espèces fruitières ont été exprimés par les bénéficiaires sur le site de Djetkoram dans la commune de Mainé Soroa.

Action	Responsabilité	Echéance
Renforcer le comité de gestion et surveillance communautaire ainsi que l'aspect de gardiennage pour protéger le site traité contre la divagation des animaux	URGP	Immédiat et continu
Renforcer la sensibilisation et l'ingénierie sociale	URGP	Immédiat et continu
Diversifier les espèces végétales pour les haies vives en apportant d'autres espèces qui peuvent contribuer à l'amélioration agropastorale et servir de brise-vent.	URGP	Immédiat et continu

**AS2 : Hydraulique pastorale.** Le programme contribue à améliorer la disponibilité en eau pour bétails par la construction/réhabilitation et la gestion des Stations de Pompage Pastorales (SPP) et des puits pastoraux dans les zones tampons afin de mieux optimiser la production animale et réduire les conflits agro-pastoraux en retardant les descentes précoces des nomades vers le sud agricole. Sur cinq prévus, six stations de pompes pastorales sont construites et provisoirement réceptionnées (120% de la cible).

Selon les bénéficiaires, la création de ces points d'eau a, entre autres, amélioré la disponibilité (qualité et quantité) d'eau pour bétails et humains ; réduit le temps et la pénibilité liés à l'approvisionnement en eau des bétails ; et réduit l'ampleur des conflits agro-pastoraux.

La mission a visité la SPP de Zormodo et s'est entretenue avec l'AUSPE, les partenaires d'exécution ainsi que l'URGP. Cependant, la mission note que : i) les propositions faites par la dernière mission de supervision pour finaliser les travaux ont été intégrées ; ii) la gestion des points d'eau est confiée aux délégataires (suivant les dispositions réglementaires) cependant, le coût unitaire lié à l'exploitation n'intègre pas l'utilisation de groupe électrogène, en dehors du solaire ; iii) certains éléments (panneaux solaires, robinets, etc.) des installations sont défectueux ; iv) le recrutement d'un prestataire pour fournir et installer les groupes électrogènes sur les sites est en cours, mais les puissances des groupes sont supérieures aux besoins des pompes.

Quant aux puits pastoraux, la mission a été informée que les études techniques pour la réhabilitation de 3 et la construction de 7 puits sont en instance de démarrage (PTBA 2019).

Pour le PTBA 2020, 20 puits sont ciblés dont dix (10) à réhabiliter et dix (10) à construire.

Action	Responsabilité	Echéance
Faire un inventaire de l'état physique des installations des 6 SPP afin d'entreprendre des travaux confortatifs	URGP	Décembre 2019
Revoir les caractéristiques des groupes électrogènes de manière à arrimer leurs puissances à celles des pompes	URGP/STD	Avant signature du contrat

**AS3 : Développement des bassins de production.** Le programme vise à d'accroître le nombre de personnes ayant un meilleur accès à l'eau pour l'agriculture.

Pour le PTBA 2019, sur l'ensemble des 610 ha, 150 ha (24,6% de la cible) ont été aménagés dans les 23 cuvettes oasiennes suivant un modèle incluant des forages, un réseau californien et des motopompes. De l'avis des bénéficiaires, ces aménagements ont contribué à améliorer et diversifier la production agricole.

La mission réitère les recommandations de la dernière supervision en rapport avec la situation de référence et la formation des mécaniciens locaux pour l'entretien des groupes motopompes.

Les études techniques ont été réalisées pour l'aménagement de 150 ha en zone inter-dunaire. Au compte du PTBA 2019, il est prévu l'aménagement 75 ha (3 nouveaux sites de 25 ha chacun). Les Dossier d'Appel d'Offres (DAO) sont disponibles et les travaux sont reprogrammés en 2020.

Au titre du PTBA 2020, 225 ha (incluant 75 ha déjà étudiés en 2019) de terre supplémentaires sont prévus d'être aménagés.

Suite aux échanges avec l'URGP, les STD et autres partenaires du programme, il ressort que pour l'aménagement des 75 ha (PTBA 2019) : i) le coût élevé des investissements (15 000 000 FCFA/ha) se justifie entre autre par le nombre élevé des forages (en moyenne 1 forage/ha) compte tenu de leurs débits faibles et la cherté des matériaux de construction ; ii) les travaux d'aménagement se justifient par : l'existence du potentiel de production et du marché, la maîtrise des techniques d'irrigation et les caractéristiques des bénéficiaires ciblés (30% de réfugiés).

Action	Responsabilité	Echéance
Renforcer les capacités des encadreurs endogènes sur terrain pour assurer un accompagnement de proximité.	URGP	Immédiat et continu
Faciliter la mise à niveau du maître formateur et la formation d'un deuxième à Diffa par les structures de l'agriculture	URGP	Immédiat et continu
Garantir la sécurisation foncière des terres à aménager compte tenu du coût élevé des investissements estimé à 15 000 000 FCFA/ha	URGP	Avant aménagements
Clarifier les questions de répartition/attribution des parcelles d'exploitation entre bénéficiaires	URGP	Avant aménagement
Etudier la possibilité de signer une convention avec l'ONAHA pour son implication dans le processus d'aménagement (ingénieries sociale et civile) pour une réelle appropriation et une durabilité de l'exploitation des sites aménagés	URGP	Décembre 2019
Inclure les activités du plan de gestion environnementale et sociale (PGES/chantier) dans les DAO ou dans les Plans d'actions des structures de gestion	URGP	Avant signature du contrat

**AS4 et AS5 : Adaptation de l'agriculture familiale au changement climatique et Développement des cultures**

**irriguées.** Cette activité vise à renforcer les exploitations agricoles familiales en soutenant la diversification de la production et l'accroissement des rendements de 30%. Le programme a appuyé la mise en place d'un total de 60 CEP (Champs Ecole Producteurs) au profit de 1 898 producteurs.

L'activité prévoit aussi la mise en place de champs école paysan maraichère (CEPM) et des champs école paysan pluviaux (CEP) à travers un dispositif de facilitation de proximité avec des animateurs permettant l'échange de connaissance en matière agricole. Un dispositif de renforcement des capacités des producteurs maraichers est en cours d'installation dans les 23 cuvettes aménagées.

La mission a visité le site de Djekoram où 37 exploitations sont accompagnées dans la mise en place des CEPM. Elle préconise de : i) poursuivre le renforcement des capacités des animateurs ; ii) s'assurer du nombre suffisant d'animateurs et leur niveau de formation ; iii) assurer le cadrage des activités des apprenants des champs école en groupements ; iv) assurer la mise en place des CEP de multiplication de semences v) assurer la mobilité des animateurs pour effectuer un bon suivi des activités dans les villages.

Les recommandations de la mission précédente ont été mises en œuvre, néanmoins la mission souligne encore une fois l'importance du dispositif de l'ingénierie sociale (facilitation de proximité) qui permet une appropriation véritable de la part des bénéficiaires du programme.

La mission conseille de vérifier les points suivants : le nombre suffisant de formateurs et d'animateurs ; et le niveau adéquat des animateurs pour garantir le partage de connaissances.

Action	Responsabilité	Echéance
Renforcer les capacités des encadreurs endogènes sur terrain pour assurer un accompagnement de proximité pour pallier au problème de mobilité limitée des animateurs et acteurs de terrain vu le contexte particulier de la région de Diffa	URGP	Immédiat et continu

**AS6 : Amélioration du petit élevage.** Les activités prévues dans ce volet visent à apporter des appuis pour la reconstitution du cheptel à travers la mise à disposition des kits petits ruminants (caprins) et d'un Dispositif d'initiative paysanne en élevage (DIPE) dans une approche d'intervention inclusive avec la pleine participation des communes et autres parties prenantes notamment les partenaires d'exécution, de suivi/accompagnement et de contrôle qualité (CRA, Karkara, AREN, services techniques de l'élevage).

Par rapport au PTBA 2019, la mission a constaté l'effectivité de la mise en place des DIPE dont 41 au profit de 4014 bénéficiaires et des Kits caprins avec 400 kits caprins installés au profits de 907 bénéficiaires.

Par ailleurs, des Kits de petit matériels de fabrication de fromage ont été mis en place au profit de 100 bénéficiaires issus de 50 Groupements féminins (02 personnes par groupement) qui ont été également formés.

Les recommandations de la dernière mission de supervision de juin 2019 sont en cours d'exécution notamment l'organisation des bénéficiaires des kits pour un meilleur encadrement, la mise en place d'un système de rétrocession des animaux et la mise en œuvre du volet santé animale sous la supervision des services Etatiques de l'élevage.

Dans le PTBA 2020, l'accent sera mis sur la construction de six (6) cases de santé vétérinaire (CSV), la construction de six (6) Parcs de vaccination et l'appui à l'organisation d'une campagne de vaccination.

Lors de la visite de terrain sur le site de Guidan Kadji, les bénéficiaires composés des Réfugiés/Retournés/Déplacés (RRD) ont exprimé leur satisfaction par rapport à cette initiative et ont sollicité des appuis en alimentation du bétail.

Cependant, la mission a été informé du faible niveau de formation des animateurs. Ceci ne permet pas de bien transmettre les connaissances et constitue encore une contrainte importante.

Action	Responsabilité	Echéance
Procéder à la structuration des bénéficiaires pour un appui conseil de proximité afin d'améliorer la productivité et le système de rétrocession	URGP	Continu



Mettre en place et opérationnaliser le dispositif de collecte de données (fiche, formation, etc.) pour une meilleure appréciation et valorisation de l'activité et de sa rentabilité	URGP/CSE	Continu
--	----------	---------

**AS7 : Renforcement organisationnel et institutionnel.** Les activités prévues visent à apporter des appuis à la société civile rurale, au Secrétariat Permanent du Code Rural et à la Commission foncière (COFO) pour accompagner la mise en œuvre du ProDAF au niveau de la région notamment dans la conduite de l'ingénierie sociale et la clarification des statuts fonciers des sites d'investissement.

Au titre du PTBA 2019, le ProDAF Diffa a initié le renforcement des capacités techniques et opérationnelles : i) du Réseau des Chambres d'Agriculture (RECA) et Région de Diffa en appuyant respectivement l'organisation de l'édition 2019 du salon de l'agriculture et leur participation au SAHEL ; ii) de la CRA pour la mise en place et l'animation des Associations d'Usagers de l'Eau (AUE) ; et iii) des commissions foncières pour faciliter la clarification des statuts fonciers des sites.

**AS8 : Appui à l'organisation et leadership des femmes (MMD).** Le Genre est une composante transversale au niveau du ProDAF Diffa ; les femmes y constituent 30% de la cible globale et ceci justifie l'appui à l'organisation et au leadership des femmes (MMD).

La Stratégie de Développement équitable et d'autonomisation des femmes et des jeunes (SDEAFJ), élaborée en 2013 dans le cadre du Programme Niger-FIDA est appropriée par l'équipe du programme aussi bien au niveau du ciblage des groupes spécifiques qu'au niveau des types d'activités pouvant permettre l'autonomisation et le leadership des femmes (Kits petits matériels de fabrication de fromage, Kits PR, AGR, Alphabétisation, etc.). Cet effort est bien apprécié par la mission bien que la plupart des activités soient à l'étape de démarrage.

La formation des groupements féminins pour la fabrication des fromages (100 kits petits matériels de fabrication de fromage et 4 unités de séchage du fromage) est en cours au niveau des différents groupements, de même que la remise des kits ainsi que la mise en place des unités de séchage.

Il faudra cependant relever, en guise de contraintes, l'indisponibilité des agents de l'Elevage et le choix des sites pour la mise en place des unités de séchage au regard des distances entre les différents groupements (zone pastorale). L'effet de ces contraintes sera atténué par l'établissement d'un calendrier de façon concertée et planifié à l'avance ; par la réflexion et concertation avec les bénéficiaires pour choisir les sites à fort potentiel et où la collecte peut s'organiser avec les autres sites.

Quant à la formation des groupements féminins en AGR (40 groupements féminins), elle est aussi en cours. Les formations ont démarré et se poursuivent au niveau des différents groupements (cosmétiques, l'extraction des huiles, embouche, petit commerce, etc.) et aussi en gestion, emballage, etc. A ce niveau, il est à noter en terme de contraintes que les groupements ne sont pas au même niveau d'organisation.

La mission note l'insuffisance des ressources humaines notamment le/la spécialiste du Genre au niveau du ProDAF ainsi que chez les partenaires mais aussi la restructuration et redynamisation des groupements. Il serait également nécessaire d'envisager le renforcement des capacités de la stagiaire chargée de la nutrition. Mais aussi l'implication de la Direction de la Promotion de la Femme dans la mise en œuvre du programme en guise de mesures d'atténuation.

Vingt (20) Centres d'Alphabétisation au profit de 1000 bénéficiaires (femmes et jeunes) sont en cours de mise en place. L'identification des apprenantes est déjà faite. Aucune contrainte n'a été relevée à ce niveau.

Aussi, le diagnostic est en cours pour identifier l'emplacement du Foyer d'Animation et Réhabilitation Nutritionnelle pilote (FARN) pour la conduite des animations et des démonstrations culinaires d'apprentissage par les paires. Des relais communautaires seront formés pour la conduite des sessions d'animations au niveau du site pilote d'intervention. Il est observé une lenteur dans le démarrage de cette activité du fait d'une insuffisance de personnel au niveau du programme et aussi des partenaires de mise en œuvre L'implication de la Direction de la Nutrition et de la sécurité sanitaire dans la mise en œuvre du programme est nécessaire.

Les travaux de groupes thématiques et les visites terrain au niveau des sites de Djerkoram et Guidan Kadji ont permis à la mission à relever que les femmes bien qu'étant représentées sont moins actives dans les activités des Comités de Gestion (COGES). Aussi, l'éveil entrepreneurial doit être développé et renforcé afin que ces activités soient économiquement rentables et améliorent l'autonomisation des femmes.

La mission estime que la structuration et le renforcement des capacités doivent être accentués pour une meilleure cohésion des groupes. Ainsi, les stratégies d'intervention et les outils utilisés pour les formations, les sensibilisations et l'information doivent être adaptés pour prendre en compte les spécificités du Genre.

## **Composante 2. Accès des producteurs aux marchés**

L'objectif de cette composante est d'assurer l'accès aux marchés et l'insertion socio-économique des exploitations familiales et des populations réfugiées, déplacées, retournées dans les communautés d'accueil. Ainsi, des opportunités pour les jeunes des zones rurales peuvent se créer dans les domaines agricoles et les domaines connexe. Cette composante ambitionne la mise en place des aménagements structurants d'accès durable aux marchés, la construction des plates formes de commercialisation y compris les marchés de demi-gros et centres de collecte (CC). La composante se décline en quatre AS ci-après.

**AS9 : Construction des plateformes commerciales dans les PDE.** Le programme contribue à améliorer l'accès aux marchés par la construction d'un Marché de Demi-Gros - MDG (principalement destiné au poisson) et de 3 centres de collecte (produits principalement agricoles) en 2020.

La mission note qu'un site de 3 ha a été offert par la mairie de Diffa pour la construction du MDG, et les sites de construction de 3 boutiques d'aliments pour bétails sont identifiés et validés. Comme convenu par les dernières missions, le MDG sera construit sur la base d'un plan type (amélioré avec des composantes modulables pour s'accommoder à la diversité des besoins de stockage) à développer et adopter par toutes les URGP. La sécurisation foncière des sites est un prérequis au démarrage des travaux de construction de l'ouvrage.

**AS10 : néant**

**AS11 : Renforcement des structures de gestion des infrastructures.** L'ingénierie sociale est une composante indispensable au processus de développement des infrastructures du programme. Elle constitue le socle de la durabilité dans l'opérationnalisation/fonctionnement et l'entretien des infrastructures. Le programme a prévu de regrouper et de former les bénéficiaires autour de la gestion de chaque infrastructure. L'ingénierie sociale doit aller au-delà de la mobilisation sociale comme cela n'est suffisamment pas le cas présentement.

Pour chaque SPP, une AUSPE a été mise sur pied (regroupement/organisation, formation, équipement en outils légers). Au total 42 personnes ont bénéficié de ces appuis.

Cependant, la mission note que dans le contexte de la gestion déléguée de ces points d'eau, les bénéficiaires ne maîtrisent pas toujours leurs rôles/responsabilités, la nature et les types de leurs relations avec les délégataires, etc. Il est donc recommandé de poursuivre l'accompagnement (formation, organisation des visites d'échange avec des AUSPE exemplaires, etc.) des AUSPE pour une meilleure prise en main.

Quant aux infrastructures de commercialisation, le MDG de Diffa bénéficie de la mise en place du cadre de concertation *Handin Gwiwa* qui devrait aboutir à la constitution d'un organe de gestion (et du mode de gestion) de l'infrastructure.

Au sein des cuvettes oasiennes, la structuration et la formation des bénéficiaires est effective avec la création des comités de gestion des sites.

Action	Responsabilité	Echéance
Poursuivre l'accompagnement (formation, organisation des visites d'échange avec des AUSPE exemplaires, etc.) des AUSPE pour une meilleure prise en main dans le contexte de la gestion déléguée des SPP (AS11)	URGP	Permanent

**AS12 : Appui aux investissements productifs inclusifs au sein des PDE.** Cette activité vise la promotion et le financement de microentreprises rurales (MER) au profit des adultes et des jeunes et l'appui aux activités génératrices de revenus (AGR), ayant vocation à devenir des MER.

Le financement de l'activité reposera sur une subvention de 90% et un apport personnel du promoteur de 10% à travers un plan d'affaires ou une expression de besoin réaliste et économiquement viable. L'apport personnel peut être fourni en espèces ou en valorisant les équipements existants. Ce niveau de subvention tient compte de la situation particulière des bénéficiaires du programme dont la plupart a tout perdu suite à la situation sécuritaire.

Au titre du PTBA 2019 révisé, le programme aurait pu financer 40 MER, 10 MP d'irrigation au profit des groupements de jeunes et 80 MP pour les jeunes professionnels. Malheureusement, la mission constate que la performance globale de la mise en œuvre de cette activité structurante est peu satisfaisante et de l'ordre de 10% seulement couvrant la sensibilisation sur les opportunités de financement qu'offre le programme et les fiches d'identification des besoins.

**AS13 : Intégration régionale des échanges.** La mise en œuvre de cette activité - avec l'appui de la CENAT et en partenariat avec le CILSS - donnera au ProDAF l'opportunité de participer aux dialogues politiques autour de l'amélioration de la connectivité des pôles de développement économique (tels les marchés de demi-gros et les plateformes de commercialisation) et des corridors de transport sous régionaux dans les espaces « Diffa-Zinder – Jigawa/Daura – Kano » et « Diffa-borno-yobé », couvrant les zones transfrontalières entre le Niger (Diffa) et le Nigéria.

Dans le PTBA 2019, le niveau d'avancement de la mise en œuvre de cette activité structurante est à 17,5% seulement.

La Cellule Technique Locale (CTL) de Diffa est mise en place par Arrêté du Gouverneur. Cette CTL a bénéficié d'un voyage d'étude au niveau du ProDAF Tahoua pour renforcer ses capacités.

Le projet de PTBA 2020 prévoit la conduite d'une étude de référence et la collecte de données sur les flux des produits agropastoraux et sur les tracasseries routières et pratiques anormales.

La mission constate que les initiatives prises par le programme ont été bloquées par la fermeture des frontières entre le Niger et le Nigéria.

## E. Exécution du projet

### a. Efficacité en matière de développement

#### Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

#### Justification de la note

Au vu de l'atteinte des résultats du cadre logique, l'efficacité du ProDAF Diffa est jugée raisonnablement satisfaisante si l'on considère le taux global d'exécution physique de 48% au 31 octobre 2019. En termes de bénéficiaires touchés, un total 11 621 bénéficiaires ont été ciblés et touchés par les activités du ProDAF dont 23,3% sont issus des ménages RRD soit 2 709 bénéficiaires. Comparé aux prévisions du PTBA 2019 révisé, les réalisations au 31 octobre 2019 ont permis de toucher 72,7% du total des cibles de 2019 fixés à 15 985 bénéficiaires. En terme de réalisation physique du PTBA 2019, l'efficacité se matérialise notamment par : un taux de 107% au niveau des travaux d'aménagement en petite irrigation en zone de cuvette (150 ha a été réalisée sur 140 ha prévu) ; un taux de 120% au niveau des travaux de construction des stations de pompage pastorales (6 construites sur 5 prévues) ; et un taux de réalisation de 150% au niveau de la mise en place des kits petits ruminants (1200 kits mis en place sur 800 prévus).

#### Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

L'étude exhaustive sur les effets et impacts du programme n'est pas encore réalisée, ce qui ne permet pas d'apprécier à sa juste valeur le niveau d'atteinte de l'objectif général et des objectifs spécifiques du ProDAF Diffa.

Effet 1 : « L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permet aux producteurs ruraux (femmes, jeunes, réfugiés) de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes ». Parmi les activités pertinentes, il y a la restauration des superficies des terres agricoles et pastorales qui a été réalisée par la fixation des dunes autour des cuvettes mise en œuvre en partenariat avec l'ONG Karkara. Cette action réalisée à 63% permet notamment de protéger les cuvettes aménagées pour la production maraîchère. Au total, 150 ha ont été aménagés dans 23 cuvettes. Quant à l'action de fixation biologique des dunes autour des cuvettes, elle totalise 1400 ha (500 en 2018, 900 en 2019 dont 400 ha en collaboration avec le PAM). Mais, il est nécessaire d'assurer un mécanisme de gardiennage pour éviter la divagation des animaux.

En outre, la construction/réhabilitation et la gestion des SPP et des puits pastoraux dans les zones tampons a permis d'optimiser la production animale et de réduire les conflits agro-pastoraux. Sur cinq prévus, six stations de pompes pastorales sont construites et provisoirement réceptionnées (120% de la cible). Néanmoins, un inventaire de l'état physique des installations des SPP est nécessaire afin d'entreprendre des travaux confortatifs et les caractéristiques des groupes électrogènes doivent être revues de manière à arrimer leurs puissances à celles des pompes. Pour accroître le nombre de personnes ayant un meilleur accès à l'eau pour l'agriculture, sur l'ensemble des 610 ha prévus, 150 ha (24,6% de la cible) ont été aménagés dans les 23 cuvettes oasiennes.

De l'avis des bénéficiaires, ces aménagements ont contribué à améliorer et diversifier la production agricole. Par contre, la détermination de la situation de référence et la formation des mécaniciens locaux pour l'entretien des groupes motopompes sont essentielles. Enfin, la mission a constaté l'effectivité de la mise en place des DIPE dont 41 au profit de 4014 bénéficiaires et des Kits caprins avec 400 kits caprins installés au profits de 907 bénéficiaires. Ceci nécessite la mise en place d'un système de rétrocession des animaux et la mise en œuvre du volet santé animale sous la supervision des services Etatiques de l'élevage.

Effet 2 : « Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers ». A la date du 31 octobre 2019, la performance globale de la mise en œuvre des activités de la composante 2 du programme est encore peu satisfaisante. Le niveau d'avancement est autour de 10% pour l'appui aux investissements productifs au sein des PDE car les microentreprises ne sont pas encore appuyées/financées.

En fait, le programme n'arrive pas encore à financer les 40 MER prévues, les 10 MP d'irrigation au profit des groupements de jeunes et les 80 MP pour les jeunes professionnels. Le niveau d'avancement est de 17% pour l'intégration régionale des échanges dans la mesure où aucun dispositif de réduction des entraves commerciales n'est déjà fonctionnel le long du corridor Diffa-Zinder-Kano.

Les initiatives du programme sont bloquées par la fermeture des frontières entre le Niger et le Nigéria. En revanche, le niveau d'avancement de la mise en œuvre des activités de renforcement des structures de gestion est estimé à 86,67% grâce à la signature des conventions de partenariat (CR, AREN, DRH/A et la CRA Diffa) et l'implication de l'ensemble des parties prenantes.

S'agissant des principales questions d'efficacité, il y a lieu de signaler que ProDAF Diffa n'a pas élaboré ni adopté une théorie de changement. En outre, par rapport au S-E par exemple, le ProDAF Diffa n'a pas encore organisé les études thématiques ainsi que l'étude de référence effet-impact y compris les indicateurs du Système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI).

Cette étude de référence, qui est impératif, devrait intégrer de façon cohérente le Système d'Information Géographique (SIG) et l'analyse financière (budget des exploitations) pour fournir des informations plus précises sur le suivi et évaluation des activités/résultats et de leur performance.

Enfin, il y a lieu également de noter que ProDAF Diffa n'a pas encore mis en place les Comités Villageois de Suivi-Evaluation (CVSE) qui devront contribuer à la collecte de données par le remplissage annuel d'un registre suivi de la production et d'un rapport en partenariat avec un opérateur de mise en œuvre.

## **Axe de développement**

### **Ciblage et portée**

**Note: 5**

### **Justification de la note**

La Stratégie de développement équitable et d'autonomisation des femmes et des jeunes (SDEAFJ), élaborée en 2013 dans le cadre du Programme Niger-FIDA est appropriée par l'équipe du ProDAF Diffa aussi bien au niveau du ciblage des groupes spécifiques qu'au niveau des types d'activités pouvant permettre l'autonomisation et le leadership des femmes (Kits petits matériels de fabrication de fromage, Kits PR, AGR, alphabétisation, etc.). Cet effort est bien apprécié par la mission bien que la plupart des activités soient encore à l'étape de démarrage.

Au titre du PTBA 2019, l'appui du ProDAF Diffa a permis l'atteinte des effets suivants : près de 11 621 ménages bénéficiaires ont été atteints soit un taux de 50,5% de la Cible du DCP ; au moins 12 000 ménages réfugiés ont un accès amélioré à l'eau de consommation domestique au niveau des SPP ; et 2007 emplois temporaires (dont 32,6% de RRD et 28,5% de femme) ont été créés par les activités de traitement des bassins versants.

### **Principaux problèmes**

De manière générale, la mission estime que les stratégies d'intervention du ProDAF Diffa et les outils utilisés pour les formations, les sensibilisations et l'information devront être mieux adaptés pour prendre en compte de manière effective les spécificités du Genre. En plus, la structuration et le renforcement des capacités doivent être accentués pour une meilleure cohésion des groupes et surtout des groupements féminins.

On note que les groupements féminins appuyés par le programme ne sont pas au même niveau d'organisation et il y a une insuffisance des ressources humaines notamment l'absence de spécialiste du Genre au niveau du ProDAF Diffa. Ainsi, l'implication de la Direction de la Promotion de la Femme dans la mise en œuvre du programme pourrait constituer une mesure importante d'atténuation.

Lors des visites de terrain sur les sites de Djerkoram et Guidan Kadji, la mission a constaté que les femmes, bien qu'étant suffisamment représentées, sont moins actives dans les activités des COGES. C'est ainsi que l'éveil entrepreneurial doit être développé et renforcé afin que les activités conduites/réalisées par les femmes soient économiquement rentables et améliorent leur autonomisation.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Harmonisation des outils de ciblage</b>  Procéder à l'harmonisation des outils de ciblage au niveau du programme et si possible l'automatiser afin que tous les partenaires de mise en œuvre l'utilise	AT S&E	12/2019
<b>Sensibilisation des groupes cibles</b>  Procéder à la sensibilisation des différents groupes cibles pour une meilleure participation dans les activités du programme	Partenaires de mise en œuvre	01/2020

#### **Égalité des sexes et participation des femmes**

**Note: 4**

#### **Justification de la note**

La prise en compte de la dimension genre s'est effectuée de manière intégrale et transversale dans la mise en œuvre des composantes du ProDAF. Au 31 octobre 2019, on note que l'activité structurante relative à l'organisation et leadership des femmes a été exécutée à un taux de 50%. A cette date, plus de 90 groupements féminins ont été identifiés, catégorisés (fonctionnels ou non fonctionnels) afin de bénéficier d'investissements en AGR, en alphabétisation, etc.

La participation insuffisante des femmes et des jeunes peut parfois s'expliquer par la difficulté d'accès au foncier communautaire ou au foncier des communautés locales, ce qui pourrait rendre difficile la mise en œuvre de certaines activités structurantes pour ces deux groupes.

#### **Principaux problèmes**

Au Niger en général et dans la région de Diffa en particulier, les difficultés d'accès aux facteurs de production dont le foncier, le financement et l'appui conseil technico-économique poussent les femmes et les jeunes à moins s'investir dans la production agricole et à se positionner dans les segments de la transformation artisanale des produits agricoles notamment à travers la petite restauration, la presse d'huiles, les produits laitiers et la production de farines et de produits divers.

Durant la période de production agricole, la participation des femmes est observée en temps de récolte, notamment du poivron en culture irriguée. Lors de la visite de terrain sur le site de Djetkoram, la mission a constaté un fort engouement des femmes pour les cultures maraichères irriguées dans les cuvettes oasiennes. L'activité prévoit la mise en place des champs écoles paysans maraichers (CEPM) et des champs écoles paysans pluviaux (CEP) à travers un dispositif de facilitation de proximité avec des animateurs permettant l'échange de connaissance en matière agricole. Un dispositif de renforcement des capacités des producteurs maraichers qui prend en compte suffisamment les rôles et les préoccupations des femmes et des jeunes est essentiel.

La mission a été informé de l'interdiction de la circulation en moto du fait de l'insécurité. Ceci va fortement affecté l'emploi des jeunes hommes qui exerçaient auparavant l'activité de transport motorisé des personnes et des biens. Dans ce cas, l'agriculture, notamment le maraichage pourrait constituer actuellement une opportunité pour leur réinsertion.

Concernant la participation des jeunes, le ProDAF Diffa prévoit notamment de financer : i) les micro-projets pour les groupements de jeunes irrigants et des jeunes issus des formations professionnelles ; et ii) des AGR autour des groupements féminins et des jeunes afin de les accompagner dans la diversification des sources de revenu sous forme de subvention quasi-totale (10% d'apport du promoteur) des MER mais avec des conditions de maîtrise des activités via un plan d'affaire ou une expression de besoin réaliste et économiquement viable.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Women Empowerment Agriculture Index (WEAI)</b>  Mettre en place et opérationnaliser le Women Empowerment Agriculture Index (WEAI) pour apprécier la participation des femmes dans les activités du programme	UGP Diffa	01/2020
<b>Partenariat avec Direction de la Promotion de la Femme</b>  Impliquer la Direction de la Promotion de la Femme pour un partenariat productif dans la mise en œuvre du programme.	UGP Diffa	01/2020
<b>Valoriser les expériences des autres régions d'intervention du ProDAF</b>  Capitaliser et valoriser les expériences des autres régions d'intervention du ProDAF (Maradi, Zinder et Tahoua) pour une meilleure participation des femmes et de jeunes dans la région de Diffa.	CENAT	01/2020
<b>Outils de formations</b>  Actualiser les outils de formations utiliser par le programme pour les rendre sensibles au Genre	UGP Diffa	06/2020

#### Productivité agricole

**Note: 3**

##### Justification de la note

Par manque de données des comptes d'exploitation, la rentabilité par surface dans les cuvettes oasiennes des sites appuyés par ProDAF Diffa n'a pas été calculée. Dans ces exploitations maraichères irriguées, la productivité est considérée comme étant encore faible même si les aménagements (forages, réseau californien et motopompes) permettant un meilleur accès à l'eau pour l'agriculture, apportés récemment par le programme, contribuent à améliorer et diversifier la production agricole. Ceci, à cause de l'encadrement insuffisant déroulé au profit des exploitations et la faible application des bonnes pratiques de production due au retard pris dans la mise en place des CEPM et des CEP. Il est évident qu'avec la maîtrise de l'eau, les résultats en termes de production et de productivité peuvent atteindre des niveaux escomptés.

##### Principaux problèmes

Les visites de terrain sur les sites de Djerkoram et Guidan Kadji ont permis à la mission de réaliser la nécessité de mettre en place un accompagnement technique de proximité, une stratégie de suivi pour améliorer la performance agricole des bénéficiaires en productions maraichère (poivron, oignon...) et pastorale (caprin) ainsi qu'une stratégie de capitalisation des données sur la productivité et la rentabilité des exploitations.

En outre, les échanges avec les bénéficiaires ont permis de noter que la production agricole réalisée a contribué à la provision en produits frais pour l'alimentation familiale. Mais, la proportion du revenu qui résulterait de la vente des productions agricole et pastorale, par les bénéficiaires, n'est pas connue pour le moment.

#### Nutrition

**Note: 3**

##### Justification de la note

Les activités liées à la nutrition viennent de démarrer dans le cadre de ProDAF Diffa. Le diagnostic est en cours pour identifier l'emplacement du Foyer d'Animation et Réhabilitation Nutritionnelle pilote (FARN) pour la conduite des animations et des démonstrations culinaires d'apprentissage par les pairs. Des relais communautaires seront formés pour la conduite des sessions d'animations et d'éducation nutritionnelle au niveau du site pilote d'intervention. A partir des concertations entre responsables des thématiques transversales, la promotion des espèces végétales à hautes valeurs nutritives (moringa, pois d'angole) peut être privilégiée. Lors de la visite de terrain, des besoins en espèces fruitières ont été exprimés par les bénéficiaires sur le site de Djerkoram. Ceci pourrait engendrer des bénéfices nutritionnels.

##### Principaux problèmes

La mission a noté une lenteur dans le démarrage des activités de nutrition du fait d'une insuffisance de personnel au niveau du ProDAF Diffa et aussi des partenaires de mise en œuvre. L'implication de la Direction de la Nutrition et de la sécurité sanitaire dans la mise en œuvre du programme sera nécessaire.

En outre, il serait également nécessaire d'envisager le renforcement des capacités de la stagiaire chargée de la nutrition au ProDAF sur l'Agriculture Sensible à la Nutrition. Ce qui lui sera bénéfique et lui permettra de mieux appréhender la thématique.

Pour plus d'efficacité, la mission pense que l'implication de la Direction de la Promotion de la Femme dans la mise en œuvre du volet nutrition du ProDAF Diffa peut être une mesure d'atténuation bénéfique. De même, le programme devrait prendre attache avec le PAM, la FAO et l'UNICEF dans le but d'identifier des actions de synergie dans les PDE de la région d'intervention du programme.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Partenariats</b>  Impliquer des Directions de la Promotion de la Femme, de la Nutrition et de la Sécurité Sanitaire dans la mise en œuvre du programme	URGP Diffa	01/2020
<b>Valoriser les expériences des autres ProDAF</b>  Valoriser les expériences des autres ProDAF (Maradi, Zinder et Tahoua).	CENAT	01/2020
<b>Nutrition</b>  Prendre en compte de la nutrition de façon transversale et thématique pour un meilleur impact	CENAT	01/2020
<b>Nutrition</b>  Intégrer dans les CEP et CEPM les aspects transversaux comme la nutrition	URGP	01/2020

#### **Adaptation aux changements climatiques**

**Note: 4**

#### **Justification de la note**

Les mesures d'adaptation au changement climatique sont modérément satisfaisantes. Le ProDAF Diffa présente dans ce volet plusieurs activités de mise en œuvre – dont la conversion des terres dégradées en terres agricoles et la promotion de culture climato-résilientes - pour contraster le risque climatique élevé de la zone d'intervention du programme. Spécifiquement, l'adaptation aux changements climatiques se traduit aussi par la mise en place des aménagements maraichers résilients dans les cuvettes oasiennes, l'utilisation des semences des espèces et variétés maraichères résilients dans les cuvettes irriguées et l'ensemencement en espèces fourragères et la plantation de ligneux pour la fixation des dunes près des cuvettes. Cependant les dispositifs d'ingénierie sociale pour l'activité AS.4 (RNA, COGES et CES) doivent être encore renforcés et valorisés.

#### **Principaux problèmes**

La problématique de l'environnement et les risques climatiques liés à la variabilité et au changement climatique sont perceptibles dans la région de Diffa. Ils se traduisent par l'imprévisibilité des saisons de pluie donc par l'avènement de période plus ou moins longue de sécheresse, des fluctuations importantes du niveau d'écoulement de la komadougou yobé et du niveau de la nappe phréatique dans les cuvettes entraînant des inondations ou des sécheresses des bassins de production certaines années. La correcte mise en œuvre de l'aménagement de sous-bassins versants permet la réhabilitation des sols, la non-dégradation des ressources naturelles et la diminution de l'érosion des sols et du phénomènes d'ensablement.

L'adoption de semences climato-résiliente, la mise en œuvre d'un système régulier concernant le recensement de données pluviométriques et un suivi données réalisé régulièrement concernant la qualité des sols pour l'agriculture permettrait de renforcer l'adaptation au changement climatique. En outre, une attention particulière devrait être donnée concernant le phénomène des inondations.

#### **b. Durabilité et transposition à plus grande échelle**



## **Institutions et participation à l'élaboration des politiques**

**Note: 3**

### **Justification de la note**

Dans sa mise en œuvre, le ProDAF Diffa a été conçu comme un programme multipartenaire impliquant plusieurs acteurs locaux des PDE. Ces acteurs jouent un rôle clé dans la mobilisation des appuis destinés aux bénéficiaires, à travers les conventions/contrats et le dialogue politique avec le Gouvernement et le FIDA. Avec les activités structurantes de l'hydraulique pastorale et du développement des bassins de production, le programme va jouer un rôle clé dans le dialogue politique autour de la gestion de l'eau à usage agricole et pastorale. En outre, à travers l'intégration régionale le programme va avoir l'opportunité de participer aux dialogues politiques autour de l'amélioration de la connectivité des PDE (marchés de demi-gros et plateformes de commercialisation) et des corridors de transport sous régionaux notamment dans l'espace « Diffa-borno-yobé » couvrant la zone transfrontalière entre le Niger (Diffa) et le Nigéria. Le ProDAF Diffa contribue présentement à la mise en place et l'animation des CTL.

### **Principaux problèmes**

Le niveau d'avancement de la mise en œuvre des activités relatives à ce volet est très faible de 17,5% seulement. La mise en route de plus de la moitié des sous-activités prévues dans le PTBA 2019 connaît des retards considérables ; elles ne sont pas réalisées au 31 octobre 2019 et sont reportées à l'exercice 2020. Il s'agit notamment de : i) l'étude de base sur les échanges transfrontaliers ; ii) la mise en place d'un observatoire des pratiques anormales sur les corridors et de l'animation du dispositif de suivi des entraves ; iii) ainsi que du Suivi régulier des échanges (CILSS) puis CMMNC. La mission de supervision a noté que toutes les initiatives prises par le programme sont bloquées par la fermeture des frontières entre le Niger et le Nigéria.

## **Établissement de partenariats**

**Note: 3**

### **Justification de la note**

Pour la réalisation de ses objectifs, le ProDAF utilise la stratégie de mise en œuvre qui s'appuie sur plusieurs partenariats. Depuis la mise en route du programme en 2018, plusieurs conventions/protocoles d'accord ont été et vont être signés avec les principaux partenaires pour diverses prestations incluant les services des consultants, les marchés de fournitures et les marchés des travaux. Ces partenaires sont notamment l'Université de Diffa, le PAM, la Chambre Régionale de l'Agriculture pour la mise en place et l'accompagnement des AUE et la participation des producteurs au SAHEL édition 2019, la Commission foncière (COFO) pour la sécurisation des sites, le Secrétariat permanent du Code Rural, le Conseil Régional de Diffa, la CR, l'AREN, la DRH/A, la CRA\_Diffa, le CILSS ainsi que des partenariats scientifiques (Agrhyment; Gembloux, UAM, Agrinovia; Université en région). Les prestations couvrent les questions environnementales et climatiques ; les domaines maraîcher, pastorale et halieutique ; ainsi que les Kits de petit matériels de fabrication de fromage et le commerce.

### **Principaux problèmes**

Le programme est en partenariat avec les STD de la région dans la mise en œuvre de ses activités, pour en garantir l'assurance qualité et la conformité avec les standards techniques nationaux. Ces partenariats ont jusqu'à lors permis d'améliorer la performance et l'efficacité du programme, ainsi que de créer la synergie avec d'autres bailleurs de fonds (la GIZ et ont adopté le plan d'exécution des stations de pompage développées par le ProDAF – Diffa).

La mission s'est entretenue avec quelques partenaires appuyant le ProDAF Diffa et a constaté que la mise en œuvre des partenariats accuse parfois des retards. Ce qui justifie, par exemple, le niveau d'exécution physique relativement faible de 38,6% pour la composante 2 (accès aux marchés) alors que le niveau d'exécution physique global de 48% est considéré comme n'étant que modérément satisfaisant.

Les processus pour l'élaboration et la finalisation des TDR et de différentes conventions/protocoles d'accord connaissent parfois des retards dus principalement à une planification pas toujours efficace n'intégrant généralement pas les acteurs directement concernés par la mise en œuvre, les allers retours pour les signatures et les lenteurs consécutives aux procédures de passation de marché et les délais d'obtention des ANO. Ceci a contribué au retard constaté dans le démarrage effectif de certaines activités avec certains partenaires.

Comme mesure d'atténuation, la mission a recommandé d'organiser des ateliers techniques d'élaboration des termes de références dès le début de chaque année afin d'améliorer la qualité des documents de conventions/protocoles d'accord avec les partenaires.

## **Capital humain et social et autonomisation**

**Note: 3**

### **Justification de la note**



Dans l'ensemble, les activités de renforcement des capacités des bénéficiaires sont à leur début. Il est prévu notamment la mise en place des CEPM et CEP à travers un dispositif de facilitation de proximité avec des animateurs permettant l'échange de connaissance en matière agricole. Mais, la mission a été informée du faible niveau de formation des animateurs. Ceci ne permet pas de bien transmettre les connaissances et constitue encore une contrainte importante. S'agissant de l'autonomisation, la mission note que ProDAF Diffa s'est appropriée la Stratégie de Développement équitable et d'autonomisation des femmes et des jeunes (SDEAFJ) au niveau du ciblage des groupes spécifiques et niveau des types d'activités pouvant permettre l'autonomisation et surtout le leadership des femmes. Cet effort est bien apprécié par la mission bien que la plupart de ces activités (Kits petits matériels de fabrication de fromage, Kits PR, AGR, Alphabétisation, etc.) soient à l'étape de démarrage.

### Principaux problèmes

Par rapport au renforcement de capacités, les activités structurantes ont permis de créer du lien social entre les exploitants agricoles et pastoraux au sein de leurs communautés respectives. La gestion commune des infrastructures de production agricole et pastorale vont permettre de créer progressivement la cohésion au sein des groupes et de pousser les bénéficiaires à adopter une vision commune. Mais, la mission a constaté que les femmes et les jeunes ne sont pas autonomes financièrement à cause notamment de leur accès limité ou difficile au foncier.

Par ailleurs, le problème de mobilité limitée des animateurs et acteurs de terrain dans le contexte particulier de la région de Diffa, nécessite que les capacités des encadreurs endogènes sur terrain soient renforcées pour assurer un accompagnement de proximité adéquat des bénéficiaires et un bon suivi des activités dans les villages.

L'autonomisation de bénéficiaires dans le cadre de ce programme passera par i) le financement de 40 AGR ; ii) la mise en place de et l'animation de 20 centres d'alphabétisation fonctionnelle ; iii) la conduite de l'opération bouture de manioc au profit de 400 ménages et iv) l'animation d'un foyer d'Animation de réhabilitation Nutritionnel (FARN).

Le financement des AGR se fera autour des groupements féminins et des jeunes afin de les accompagner dans la diversification des sources de revenu. Autour de ces AGR financées, des centres d'alphabétisation fonctionnels seront installés pour renforcer les capacités des bénéficiaires dans la gestion des investissements et 1 Foyer d'Animation et de Réhabilitation Nutritionnel (FARN) autour d'un groupement pour la conduite des animations et des démonstrations culinaires. Un appui aux ménages vulnérables à travers la conduite de l'opération bouture de manioc et cultures bio-fortifiées au niveau des cuvettes oasiennes principalement pourra ainsi renforcer la diversification et la sécurité alimentaire gage de l'autonomisation des bénéficiaires.

### Qualité de la participation des bénéficiaires

**Note: 4**

### Justification de la note

Sur la base d'un PTBA, préparé à partir des besoins exprimés à la base au niveau des sites d'intervention et identifiés avec l'appui des acteurs de mise en œuvre, les sous-activités et actions à mener dans le cadre du programme sont définies et budgétisées. L'approche d'intervention est inclusive avec la pleine participation des communes et autres parties prenantes.

Il est prévu dans le PTBA 2019 que les bénéficiaires et la contrepartie nationale apportent au financement total du programme respectivement 0,05% et 5,86%. Ces ressources constituent leur participation au coût de mise en œuvre des activités structurantes du ProDAF Diffa.

### Principaux problèmes

Lors des visites de terrain et des échanges avec les partenaires, la mission était informée que le processus de développement des infrastructures ciblées par le ProDAF Diffa connaît la participation et la contribution effectives des bénéficiaires. Leur participation se traduit par leur implication dans le processus de décision à travers : l'identification/sélection des sites, l'adoption des options technologiques, la mise en œuvre des ouvrages (avec l'amélioration des revenus comme impacts directs attendus), etc.

Leur contribution intervient généralement lors de l'exécution des travaux, en nature (force de travail, matériaux locaux, etc.) ou en numéraire. Cependant, cette contribution qui n'est pas encore évaluée, doit être capitalisée et valorisée dans le cadre de l'évaluation des effets/impacts du programme à tout moment.

Ainsi, un mécanisme d'appréciation et de capitalisation de la contribution financière et en nature des bénéficiaires cibles devra être mis en place par le programme.

Quant à la contribution de la contrepartie nationale appréciée sous forme d'exemption de taxes et d'exonérations, un mécanisme de suivi et de recouvrement doit être effective pour sa capitalisation.

## **Adaptabilité des prestataires de services**

**Note: 4**

### **Justification de la note**

Au titre du PTBA 2019, les contrats de services ont porté essentiellement sur les marchés de fournitures et des travaux d'infrastructures de mobilisation d'eau agricole, de réalisation des parcs-couloirs de vaccination, de construction d'un MDG à Diffa, de réalisation de six cases de santé vétérinaire et de la réalisation de 100 km de couloir de passage. Les protocoles de partenariat ont porté sur des études, des activités techniques et de capacitation.

La réactivité de certains partenaires institutionnels était modeste compte tenu de certains retards. En outre, le démarrage timide de certaines activités structurantes notamment celles de la composante relative à l'accès aux marchés ne permet pas encore d'apprécier objectivement la réactivité des prestataires concernés.

En dehors de quelques institutions bénéficiaires de conventions, les autres prestataires telles les entreprises de travaux et bureaux de contrôle ne sont pas encore entrés pleinement en action. Le temps mis dans la préparation et la signature des différentes conventions avec les partenaires et dans la sélection des entreprises des travaux traduit aussi le niveau de réactivité des prestataires.

### **Principaux problèmes**

Le programme s'est appuyé sur des fournisseurs de services (individuels ou entreprises) recrutés sur base de compétitivité pour exécuter activités (études et travaux) de développement des infrastructures incluant les ingénieries sociale et civile. Concernant l'ingénierie sociale, des efforts importants ont été consentis pour structurer et former (et souvent équiper) les bénéficiaires afin de leur permettre de jouer leurs rôles et responsabilités.

Cependant, des faiblesses ont été observées dans le déroulement du processus avec au final des bénéficiaires pas suffisamment prêts à intervenir de manière efficace et durable.

Quant à l'ingénierie civile, en dehors d'une entreprise intervenant dans la construction de trois stations de pompes pastorales, aucune contreperformance n'a été relevée par l'URGP dans le déploiement des autres entreprises. Cependant, il faut noter des dépassements importants dans la consommation des délais (dus à une combinaison de facteurs) avec peu d'incidences sur la qualité et la fonctionnalité des livrables.

Quelques retards ont été constatés sur la réalisation de certaines prestations à cause de certains problèmes de passation de marchés. Lors des échanges avec certains prestataires et partenaires institutionnels, ils ont attribué le retard à la lenteur des procédures et surtout à la qualité des dossiers et l'exhaustivité des pièces requises avant de soumettre les demandes de non objection.

La mission a insisté sur la nécessité d'améliorer la planification de la passation de marché pour décliner les marchés à passer au niveau régional et au niveau national et de s'assurer du traitement avec diligence dans le respect du code des marchés, des dossiers d'appel d'offre au niveau des différentes commissions et comités existants.

## **Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**

**Note: 4**

### **Justification de la note**

Le ProDAF Diffa présente des éléments de durabilité environnementale en soutenant des pratiques agricoles durables telles que l'agriculture de conservation. Le programme pourrait renforcer – tel que le programme à Maradi, Tahoua et Zinder – le système de suivi géolocalisation des ressources naturelles. Afin de permettre une meilleure gestion des ressources naturelles et promouvoir l'aspect d'agroforesterie du programme, le projet pourrait prendre en considération les plants fruitiers demandés par les bénéficiaires.

La pertinence du programme dans le domaine de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles s'illustre notamment par ses interventions en matière d'aménagement de cuvettes oasiennes en zone inter-dunaire ; la fixation mécanique et biologique des dunes ; et le renforcement des capacités de gestion des ouvrages.

### **Principaux problèmes**

La zone d'intervention du programme est sujet à des problématiques environnementales telles que i) l'augmentation de l'intensité de l'érosion éolienne causant l'ensablement des bassins de production, des zones de pâturage et des cours d'eau ii) l'envahissement progressif des enclaves pastorales par les plantes non appréciées notamment le sida coordifolia iii) le phénomène intense des inondations rendant difficile l'accès et la cultivation de certaines terres agricoles.

Plusieurs activités concernant le volet « environnement et gestion des ressources naturelles » ont été retardé dû au fait que le financement de NORAD2 tarde à joindre. Néanmoins les sites des activités ont déjà été identifiés de manière à accélérer la mise en œuvre quand les financements seront disponibles.

Le ProDAF Diffa pourrait aussi accompagner la végétalisation des sites de production des bénéficiaires en vue de promouvoir l'agroforesterie en synergie avec les aspects de nutrition par la plantation du moringa et le semis des pois d'angle. Comme demandé par les bénéficiaires, des plants fruitiers pourront être acquis auprès des pépiniéristes locaux au profit de ces sites de production pour leur la mise en terre.

#### **Stratégie de retrait**

**Note: 3**

#### **Justification de la note**

Le ProDAF Diffa n'a pas encore de stratégie décrivant comment le programme compte se désengager progressivement en s'assurant de la viabilité des actions, des aménagements et des infrastructures ainsi que de l'autonomisation effective des groupements appuyés.

Une opportunité s'offre maintenant pour que cette stratégie soit élaborée, partagée et validée par les parties prenantes. Dès lors, le programme devra prendre en compte cette question dans ses interventions y compris dans le cadre des conventions et protocole d'accord.

A la conception de ProDAF Diffa, le ciblage était basé sur : i) les PDE comme zones de concentration des interventions ; ii) les ménages pour le développement des activités productives ; et iii) le renforcement des capacités des bénéficiaires sur les activités de production agropastorales et métiers connexes. Une stratégie de sortie doit s'appuyer sur ce ciblage (géographique, social et thématique) ainsi que sur la professionnalisation, la rentabilité des exploitations et le partenariat avec les services public et non étatique.

#### **Principaux problèmes**

La stratégie de sortie devra être développée avec l'ensemble des partenaires de mise en œuvre de ProDAF Diffa qui doivent être responsabilisés dans l'exécution et le suivi de ladite stratégie.

Le ProDAF Diffa devra aussitôt commencer à préparer cette stratégie – à travers la collaboration avec ses différents partenaires - en facilitant davantage l'appropriation des exploitations par les groupements bénéficiaires ; l'accompagnement technique, organisationnel et de gestion ; l'appui conseil et la formation des bénéficiaires ; et par la facilitation de l'accès au marché - devra faire l'objet d'une attention particulière. D'où la nécessité d'assurer une articulation harmonieuse entre les composantes 1 et 2 du programme et les partenaires qui contribuent à leur mise en route.

La stratégie de sortie devra comprendre, entre autres, les axes de désengagement suivants: i) renforcement des actions d'organisation et de professionnalisation des groupements des bénéficiaires ; ii) intensification du renforcement des capacités des bénéficiaires pour la gouvernance de leurs organisations et la gestion des aménagements (forages, réseau californien et motopompes) et des infrastructures (stations de pompage pastorales et puits pastoraux) ; (iii) développement et formalisation d'un dispositif de facilitation et d'appui conseil de proximité ; (iv) sécurisation foncière des sites et terres aménagés ; (v) protection des infrastructures pour assurer leur viabilité et durabilité technique ; et (vi) capitalisation des acquis, expériences/innovations et préservation du capital-mémoire de la mise en œuvre du programme.

#### **Potentiel de reproduction à plus grande échelle**

**Note: 4**

#### **Justification de la note**

Les exploitations maraîchères appuyés par ProDAF Diffa dans les cuvettes oasiennes aménagées en zone inter-dunaire et la fixation mécanique et biologique des dunes situées près et autour de ces cuvettes permettent d'améliorer et de diversifier davantage la production et ainsi renforcer l'autonomisation des bénéficiaires. Le ProDAF Diffa qui compte augmenter les emblavures à aménager dans les cuvettes et les superficies de dunes à fixer gagnerait à documenter et capitaliser cette expérience pour une meilleure mise à l'échelle.

De même, l'effectivité de la mise en place des DIPE, des Kits caprins et des Kits de petit matériels de fabrication de fromage a été prouvée et constitue une initiative appréciée par les groupements féminins bénéficiaires. Cette expérience, qui a démarré depuis peu de temps, peut être réévaluer au regard des besoins additionnels en appui en santé animale et en alimentation du bétail pour une mise à échelle éventuelle.

La réplication de ces deux initiatives pourrait se faire dans d'autres communes où terres communautaires de la région de Diffa, ce qui permettra une mise à échelle dans les autres zones d'intervention du ProDAF Diffa et ailleurs.

#### **Principaux problèmes**

La formation des groupements féminins bénéficiaires des kits d'élevage et l'introduction des CEPM et CEP dans les exploitations maraîchères pourraient faciliter le renforcement des capacités sur des techniques résilientes permettant d'accroître la productivité agricole et pastorale. Elles peuvent, en plus, constituer le point de départ d'un processus de collecte de données à des fins de mise à l'échelle et de réplication.

Ce processus peut nécessiter le renforcement de capacités qui pourrait être élargi aux autres acteurs de développement sur le terrain, ce qui permettrait une mise à échelle de l'appui en conseil agricole et pastorale même au-delà des zones d'intervention du ProDAF Diffa.

Il est donc important de collecter des données fiables et de qualité pour établir la situation de référence et son évolution. Ce qui facilitera la capitalisation, la mise à l'échelle et la réplication.

Par ailleurs, la mission n'a pas été informée explicitement des expériences spécifiques du ProDAF (Maradi, Tahoua, Zinder) qui sont mis à l'échelle et répliqués dans la région de Diffa.

### c. Gestion du projet

#### Qualité de la gestion du projet

Note: 4

#### Justification de la note

ProDAF Diffa dispose d'un manuel de procédures qui lui est propre, mais il s'est inspiré largement de celui du ProDAF MARADI TAHOUA ZINDER. Les différents postes sont clairement définis dans le manuel des procédures. Néanmoins, la RMP du ProDAF avait proposé de restructurer certains postes et en particulier celui du RAF des URGP. Cette recommandation de la RMP qui s'applique aussi à Diffa n'est toujours pas mise en œuvre. En l'absence du poste d'assistant comptable, il faudra redéfinir les TDR du comptable de Diffa afin d'assurer le respect de la séparation des tâches. Le comptable de Diffa effectue aussi bien la saisie que les rapprochements bancaires. Ces 2 tâches sont jugées incompatibles en Audit.

Depuis la dernière supervision de juin 2019, la gestion du ProDAF Diffa est restée satisfaisante. Le niveau de réalisation physique des plans de travail au 31 octobre 2019 (48%) est considéré modérément satisfaisant. Quant au taux d'exécution financière effective, il est seulement de 43,25% par rapport au plan d'actions mais en prenant en compte les engagements fermes le taux passe résolument à 62,80%.

Pour la gestion des ressources humaines, la mission note que, dans une large mesure, les membres de l'équipe du ProDAF Diffa travaillent dans un esprit de collaboration pour l'atteinte des résultats du programme. La mission a cependant été informée du retard enregistré dans le recrutement du personnel complémentaire de l'URGP de Diffa.

Un système d'évaluation du personnel existe et est appliqué, la Mission de revue à mi-parcours a recommandé qu'un consultant en GRH soit recruté pour établir de manière participative des grilles d'évaluation du personnel révisé. Le consultant en GRH n'a pas été recruté mais cependant le ProDAF a procédé à la révision du système d'évaluation du personnel. Cette mesure devrait normalement aussi s'appliquer à Diffa. En effet l'équipe de management a désigné l'assistant National Technique en suivi évaluation pour la mise à jour des grilles d'évaluation basée sur les livrables.

Toutefois, l'équipe technique à Diffa nécessite d'être renforcée par : i) la transformation du poste d'Assistant en Responsable de la passation des marchés pour une meilleure valorisation de cette activité au sein du ProDAF-Diffa ; ii) un/une spécialiste du Genre au niveau du programme ; iii) le renforcement des capacités de la stagiaire chargée de la nutrition ; et iv) le renforcement du dispositif d'appui, d'accompagnement et de suivi sur terrain. Ceci se justifie par le fait que la mise en œuvre des activités structurantes du programme vont monter en puissance et par la nécessité de valoriser les aménagements et infrastructures déjà réalisés et ceux en cours.

#### Principaux problèmes

Sur le plan de la gestion au niveau de l'URGP Diffa, les conditions de réalisation des activités structurantes prévues dans le programme sont presque toutes réunies. Il s'agit notamment de l'appropriation des manuels et procédures de mise en œuvre des activités, des manuels d'opération et de suivi-évaluation et du renforcement des capacités du personnel clé des équipes.

Le problème de mobilité limitée des animateurs et acteurs de terrain qui se pose dans le contexte particulier de la région de Diffa et plus précisément de l'interdiction de la circulation en moto du fait de l'insécurité, nécessite que les capacités des encadreurs endogènes sur terrain soient renforcées pour assurer un accompagnement de proximité adéquat des bénéficiaires et un bon suivi des activités dans les villages et groupements communautaires.

L'équipe du programme effectue de temps en temps des visites de suivi et d'appui sur le terrain pour s'assurer du respect de la planification aussi bien individuelle que conjointe des activités réalisées et ceux en cours et apprécier la mise en œuvre du programme.

Mais, certaines contraintes et difficultés ont affectées la célérité dans la mise en œuvre des activités structurantes. Elle se résume comme suit :

- l'arrivée tardive du financement FIDA;
- la non disponibilité du financement du Don supplémentaire NORAD2 ;

- la lenteur dans le processus de réallocation des catégories budgétaires sur financement Norad1 ; et
- la lourdeur des procédures de passation de marché.

Pour lever ces obstacles qui avaient un impact sur la performance du programme, la mission ensemble avec les équipes du programme et les partenaires de mise en œuvre, se sont convenue sur des mesures idoines à prendre. Elles sont reprises ci-haut dans les principaux points d'accord et conclusions de la mission.

## Gestion des savoirs

**Note: 4**

### Justification de la note

Le ProDAF Diffa étant une extension de ProDAF (Maradi, Tahoua, Zinder), il s'appuie sur la stratégie de gestion des savoirs qui existe déjà et sur le plan de communication 2018 qui intègre le volet gestion des savoirs.

Pratiquement, la gestion des savoirs est assurée par la cellule du S&E conjointement avec les spécialistes de l'URGP et les partenaires d'exécution. Le ProDAF Diffa ambitionne la valorisation et diffusion des bonnes pratiques et expériences du ProDAF (notamment en intensification agricole et pastorale, santé-nutrition, suivi évaluation participatif), par les groupements paysans, les services étatiques impliqués et les relais communautaires.

Malgré la disponibilité d'une stratégie sur la gestion des savoirs, ProDAF Diffa ne dispose pas encore d'un dispositif complet et dynamique de gestion et partage des savoirs/capitalisation ; les expériences du programme sont encore insuffisamment connues, documentées, valorisées, et peu diffusées.

### Principaux problèmes

Le ProDAF Diffa devra disposer de service d'un spécialiste en communication pouvant l'assister à capitaliser sur les expériences acquises et en cours à travers le programme. Dans ce sens, des études de cas standardisées vont être réalisées ainsi que des <success stories> identifiées sur les différents modèles et innovations issues des activités structurantes et promues à travers le programme.

Il s'agira d'abord de donner une attention particulière à la valorisation des savoirs endogènes puis de documenter, compiler, capitaliser et diffuser les connaissances et résultats obtenus par ProDAF Diffa sur : i) les aménagements des cuvettes oasiennes en zone inter-dunaire avec un dispositif incluant des petits forages, un réseau californien et des motopompes; ii) la fixation mécanique et biologique des dunes près et autour des cuvettes aménagées et leur végétalisation en espèces d'herbes fourragères et en plantation des ligneux ; iii) l'installation des stations de pompage pastorales et puits pastoraux pour les besoins en eau des animaux, des éleveurs et de la population ; iv) la mise à disposition des kits caprins avec un mécanisme de rétrocession ; et v) l'octroi des kits de petits matériel de fabrication de fromage accompagné d'un mécanisme de séchage et de négoce...).

En outre, la diffusion des expériences au niveau des populations bénéficiaires devra se faire à travers l'organisation des journées porte ouverte sur les CEPM et CEP avec une forte participation des producteurs/éleveurs, des autorités locales et des partenaires de mise en œuvre.

Le dispositif de gestion des savoirs devra intégrer des groupes d'échange (groupements communautaires, villages...) afin de partager les meilleures pratiques ainsi que les connaissances recueillies auprès des différentes parties prenantes.

Les activités de gestion des savoirs du ProDAF Diffa ne doivent pas se limiter aux émissions radiophoniques et à un outil multimédia qui capitalise les informations disponibles au niveau du programme pour diffusion et partage.

Elles devront inclure la communication des résultats à travers le site web du ProDAF et les réseaux sociaux, comme Facebook et Twitter et les outils web 2.0 de diffusion de vidéo et photos, comme Youtube, mais également lors d'ateliers nationaux et internationaux, et du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique et l'Elevage (SAHEL) afin que les informations et documents du ProDAF Diffa soient effectivement disponibles au public.

## Utilisation optimale des ressources

**Note:**

### Cohérence entre le PTBA et les activités menées

**Note: 3**

### Justification de la note

Au 31 octobre 2019, la mission constate que la plupart des activités structurantes programmées au titre du PTBA 2019 révisé ont démarré. Les taux effectif d'exécution physique et financière du PTBA sont respectivement de 48% et 43,25% toutes sources de financements confondus.

Par composante, les taux d'exécution physique en termes de réalisation des indicateurs de produits se présentent comme suit : 60% pour la composante 1, 38,6% pour la composante 2, et 43% pour la composante 3. Ces taux sont jugés

modérément satisfaisants.

Pour faire face aux contraintes et difficultés rencontrées par ProDAF Diffa dans la mise en œuvre du PTBA 2019, des mesures ont été proposées par la mission pour améliorer davantage les performances du programme dans l'exécution de son PTBA.

### Évaluation du PTBA

Il y a lieu de retenir que :

- le taux d'exécution financière effective (sans les engagements fermes) du PTBA 2019 révisé n'est que de 43,25% seulement par rapport au plan d'actions mais en prenant en compte les engagements fermes le taux passe à 62,80%. Par composante, le taux effectif est de 46,40% pour la composante 1, 20,04% pour la composante 2, et 44,69% pour la composante 3.
- la mise en œuvre du PPM 2019 révisé montre un taux d'exécution de 56% sur 40 marchés prévus. Ces marchés sont passés et exécutés dans le respect des textes prévus.

En conséquence, une attention particulière devra être accordée aux activités structurantes de la composante 2 sur l'accès aux marchés pour les exploitations familiales, destinées à valoriser les investissements (en aménagements des cuvettes oasiennes, fixation des dunes et infrastructures d'hydraulique pastorale réalisés dans le cadre de la composante 1.

En effet, les faibles performances enregistrées dans la mise en œuvre de la composante 2 feront que les impacts attendus de ces investissements risquent de tarder à se matérialiser.

#### Performance du système de suivi-évaluation

**Note: 4**

#### Justification de la note

Le système de collecte et de traitement des données se consolide résolument au sein de ProDAF Diffa suite aux formations qui ont été organisées, au titre de PTBA 2019, sur : i) le dispositif de ciblage villageois ; ii) le Dispositif d'Analyse Economique et Financière ; et iii) les fondamentaux de SE par le centre CLEAR et le FIDA. En plus, la collecte de données de référence - au niveau d'un échantillon de 225 ménages issus des bénéficiaires des cuvettes aménagées en petite irrigation - a été formellement conduite.

Par ailleurs, une assistance est en cours pour la structuration de la base de données S&E afin de prendre en compte le ProDAF Diffa. Ceci permettra une meilleure internalisation des outils de collecte de données ; un affinement du système de collecte et de remontée des données et informations ; ainsi que l'arrimage effectif et le paramétrage de ProDAF Diffa dans le Système de suivi-évaluation (SSE) du programme.

### Évaluation du système de suivi-évaluation

#### Examen du système de S&E

Le ProDAF Diffa étant une extension de ProDAF (Maradi, Tahoua, Zinder), son SSE doit être adapté et surtout focalisée sur les activités structurantes spécifiques à la Région de Diffa.

A cet effet, les fiches de collecte devront être adaptées afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience dans la collecte et le traitement des données sur les produits et effets des actions développées par ProDAF Diffa.

En termes de perspective pour l'année 2020, il est prévu notamment de : i) conduire l'étude de base sur les indicateurs d'effets et d'impact du ProDAF Diffa, deux (2) enquêtes de référence (SYGRI et complémentaire) et 3 enquêtes thématiques ; ii) organiser 2 Ateliers bilan (semestriel et annuel) et de planification participative ; iii) former des partenaires sur divers thématiques en lien avec le SE ; iv) acquérir des GPS, matériels informatique et logiciels pour le SE ; et v) appuyer les ateliers d'appropriation, harmonisation et capitalisation.

Pour s'assurer de l'intégration du SIG au SSE du ProDAF Diffa, le responsable en charge de la gestion de la base de données devra procéder à la collecte des coordonnées de toutes les activités structurantes appuyées par le programme dans la Région de Diffa depuis la mise en œuvre des fonds Norvégiens en décembre 2017 jusqu'au 15 Novembre 2019, ce qui va permettre d'améliorer la qualité de présentation des informations et données géo référencées.

#### Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

**Note: 5**

#### Justification de la note



La note SECAP attribue un risque modéré concernant l'environnement et élevé concernant la dimension climatique. Le programme a tenu compte des activités proposées par le SECAP en lien avec la fixation des dunes, la recapitalisation en petits ruminants et la gestion des intrants agricoles dans les CEP.

## Évaluation des PESEC

### Revue du SECAP

La mission a observé une bonne implication des structures nationales responsables de la gestion des aspects environnementaux et climatiques.

Les recommandations du tableau des activités et des mesures d'atténuation présentées dans le cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES) ont bien été respectées.

### d. Gestion et exécution financière

#### Taux de décaissement acceptable

Note: 5

#### Justification de la note

Au 31/10/2019, les décaissements sur le don FIDA s'élèvent à 738 000 USD correspondant à l'avance semestrielle équivalant à 657 710 EUR, soit un taux de décaissement effectif de 12.25%. Au 31/10/2019, les décaissements sur le Prêt FIDA s'élèvent à 738 000 USD correspondant à l'avance semestrielle équivalant à 657 710 EUR, soit un taux de décaissement effectif de 12.25%. Au 31/10/2019, les décaissements sur le Don NORAD 1 s'élèvent à 3 130 658 USD, soit un taux de décaissement effectif de 86.87%. Ces différents critères nous permettent d'avoir une appréciation globale du projet 31/10/2019. Le décaissement global toutes sources confondues s'élèvent à 4.641.000 USD contre un financement de 18 .267.000 USD soit un taux de 25.41%.

#### Principaux problèmes

Au 31/10/2019, les réalisations par composante par rapport aux prévisions du DCP se présentent comme suit pour le **DON /NORAD 1** : (i) **73.01 %** pour la Composante A «Renforcement de l'agriculture familiale durable » ; (ii) **0.0%** pour la composante B « Amélioration de la productivité et de la production » ; (iii) et **176.90%** pour la composante C «Coordination et Gestion ».

Par catégorie de dépenses, les décaissements cumulés sur les fonds **DONS / NORAD 1** se présentent comme suit : (i) Génie Civil/Rural : **77.64 (%)** ; (ii) Consultants et Formations, **72.67%** ; (iii) Equipement et Matériels **137.16%** ; (iv) Biens, Services et Intrants, **42.86%**; (v) Frais de de fonctionnement **178.50%** ; (Vi) Salaires et Indemnités **84.48%**.

#### Aspects fiduciaires

#### Qualité de la gestion financière

Note: 3

#### Justification de la note

Les DRF ainsi que les Etats d'exécution Budgétaires sont générés automatiquement par le Logiciel de Gestion Tom2pro. La vérification des états certifiés de dépenses (ECD) est satisfaisante. Néanmoins, la mission a noté i) la prise en compte des retenues fiscales (ISB) qui ne sont pas indiquées dans les factures et qui n'ont pas été reversées ; elle a aussi noté que ii) des états de paiement du personnel relatifs à des frais de communication et de carburant permettent de justifier ces dépenses. Les états de rapprochements bancaires ont été effectués et ne présentent pas d'anomalie significative. Aussi, en vue d'obtenir des gains d'efficience et d'efficacité, il est nécessaire de mettre à jour le tableau de suivi des recommandations du dernier rapport d'audit interne.

#### Principaux problèmes

La mission a noté lors du contrôle des ERB (Etat de Rapprochement bancaire), à la date du 27 aout un ordre de virement d'un montant de 1 496 400 FCFA à l'ordre de l'ONG CRA relatif à des missions d'encadrement a été débité par erreur sur le compte FIDA en lieu et place du compte NORAD 1.

Le projet a adressé un courriel à la banque à la date du 16 septembre 2019, pour corriger cette erreur. La mission recommande de prendre les mesures nécessaires afin d'apporter les corrections idoines.

Le paiement Trimestriel des charges de sécurité sociale est effectué régulièrement, mais à la lecture de la balance générale le compte présente un solde débiteur (sens anormal), la mission recommande de procéder à l'analyse de ce compte.

A la date actuelle, la mission a constaté des avances au partenaire non encore justifiée et exigible d'un montant de 88 818 894 FCFA, ainsi que des Frais de mission non encore justifiés par le personnel d'un montant de 35 404 438

FCFA.

Elle recommande vivement à la Direction de procéder au recouvrement des pièces justificatives car la ponctualité des DRF par la CENRAT dépend du niveau de justification des régions, notamment DIFFA.

A la lecture des documents analytiques (Grand Livre et Balance analytique), des sous composantes qui n'étaient pas prévues dans le DCP pour le Don NORAD 1, lui ont été imputés. La mission recommande des réunions mensuelles entre le suivi évaluation et le personnel de gestion financière pour une meilleure analyse budgétaire et de procéder à des corrections analytiques.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le nouveau référentiel comptable est entré en vigueur pour tous les états membres de l'OHADA dont Le Niger. Les comptes du PRODAF-DIFFA comporte des charges immobilisées, ces comptes n'existent plus, ils ont été supprimées dans le Syscohada révisé. La mission recommande le reclassement des comptes de charges immobilisées au 31/12/2019.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>ISB sur les honoraires</b> Régulariser l'ISB sur les honoraires	RAF/Comptable	10/2019
<b>Justification des frais de communication et de carburant</b> Revoir la méthode de justification des frais de communication et de Carburant	RAF/Comptable/ATN-CF	11/2019
<b>Ordre de virement de l'ONG CRA</b> Régulariser l'erreur relative à l'ordre de virement de l'ONG CRA	RAF/Coordonnateur	11/2019
<b>Analyse du compte de la Caisse de Sécurité Sociale</b> Analyser Le compte de la Caisse de Sécurité Sociale et procéder à des arrêtés comptables Trimestrielles	RAF/Comptable	11/2019
<b>Pièces justificatives des avances aux partenaires et des frais de mission</b> Récupérer les pièces justificatives relatives aux avances faites aux partenaires, ainsi qu'aux frais de mission	Coordonnateur/RAF/Comptable	11/2019
<b>Correction du grand livre Analytique</b> Corriger le grand livre Analytique	RAF/Comptable/RSE	11/2019
<b>Réunions mensuelles du personnel de suivi évaluation et celui de la Gestion financière</b> Organiser des réunions mensuelles entre le suivi évaluation et le personnel de Gestion financière	RSE/RAF/Comptable	11/2019
<b>Reclassement par nature des comptes de Charges Immobilisés</b> Reclasser par nature les comptes de Charges Immobilisés ou utiliser un compte transitoire	RAF /Comptable/ATN-CF	12/2019

Qualité et ponctualité des audits

Note:



**Fonds de contrepartie****Note: 3****Justification de la note**

La contrepartie a été mobilisée à hauteur de 1,41% représentant les droits et Taxes. La participation financière du Gouvernement représente l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens, travaux et services qui seront acquis par le projet.

**Principaux problèmes**

La faible mobilisation de la contribution de l'état en exonération s'explique par la lenteur et la lourdeur des procédures dans l'obtention des exonérations (Visa Ministère Agriculture, traitement des dossiers des calculs fiscaux)

Elle se traduit aussi par une centralisation du processus à Niamey, et il est important de noter que

3 mois après la date d'établissement de la facture, le droit à l'exonération n'est plus recevable.

A ce niveau, la mission estime qu'il est important de revoir 2 aspects:

1. i) Organisation Optimale du processus de récupération des Factures au niveau des régions mais aussi
2. II) Allègement des procédures d'obtention des attestations d'exonération afin de permettre à DIFFA d'améliorer les fonds de la contrepartie.

**Conformité avec les clauses des prêts****Note: 3****Justification de la note**

Les clauses de l'Accord de Don sont globalement respectées pour les conditions au démarrage. Elles sont également respectées pour ce qui concerne l'assurance des biens et du personnel et pour la transmission des rapports d'audit externe annuels.

Cependant, des retards ou omissions sont constatés notamment pour le rapport semestriel de juin 2019, sur l'avancement des activités et le PTBA de 2020.

**Principaux problèmes**

Le projet de PTBA 2020 n'a pas encore été transmis au FIDA. Son approbation par le comité de pilotage n'a pas encore été fait. Le rapport Annuel de 2018 n'a pas été transmis au FIDA. Le Projet a mis à la disposition de la mission le rapport semestriel janvier à juin 2019 mais l'envoi de ce rapport semestriel au FIDA dans les 45 jours suivant la fin du semestre, n'a pas été respecté.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Envoyer au FIDA les rapports semestriels</b> Envoyer au FIDA les rapports semestriels	RSE/ Coordonnateur	05/2020
<b>Envoyer au FIDA les rapports Annuels</b> Envoyer au FIDA les rapports Annuels	RSE/ Coordonnateur	11/2020

**Évaluation de la passation des marchés****Passation des marchés****Note: 4****Justification de la note**

D'une manière générale, la revue des procédures de passation de marchés passés en 2019 est satisfaisante et n'a pas mis en évidence d'anomalie. Par rapport au classement et archivage des documents relatifs à la passation de marchés, on n'a pas non plus relevé d'anomalie. Toutes les pièces constitutives des dossiers de passations de marchés audités sont correctement archivées dans un dossier à sangles.

En outre, les méthodes de passation sont en général conformes aux procédures nationales et du FIDA.

**Évaluation de la passation des marchés**

Des échanges intervenus avec l'URGP, il a été relevé des contraintes pouvant expliquer certains retards accusés dans la mise en œuvre des activités de PM et impactant sur le taux de décaissement.

Le premier facteur expliquant la non atteinte des objectifs fixés pour la mise en œuvre du PPM 2019 réside dans le retard qui est régulièrement enregistré pour la rédaction des termes de référence.

Le deuxième facteur concerne les formalités d'enregistrement et d'obtention des exonérations fiscales qui sont centralisées au niveau de Niamey. En effet, si pour les demandes d'exonérations cela est compréhensible, il n'en est pas de même pour les droits d'enregistrement dès lors qu'il existe une recette des impôts habilitée à encaisser toutes les recettes fiscales à Diffa. Dans la pratique, les factures et décomptes font l'objet de paiement hors taxes dans l'attente du retour de Niamey des contrats enregistrés en violation des textes en vigueur. En outre, en plus du retard accusé pour l'obtention des exonérations et l'enregistrement, il existe un risque fiscal en cas de contrôle fiscal à la charge de l'URGP. En effet, les textes en matière d'enregistrement stipulent que le non enregistrement d'un contrat ou marché dans un délai d'un (1) mois à compter de sa signature, est passible d'une pénalité de 5% du montant des droits dus.

La lenteur dans l'obtention des DANO est le troisième facteur qui constitue un véritable frein dans la mise en œuvre, dans les délais acceptables, des activités prévues au niveau de l'URGP de Diffa. Deux principales raisons seraient à la base de cette situation : i) la qualité des dossiers de demandes de non objection qui se traduit par des demandes des renseignements complémentaires à l'URGP ; ce qui allonge de ce fait la durée de leur obtention ; et ii) la non maîtrise du nouveau système de traitement des DANO intervenu courant septembre 2019.

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Atelier National</b>  Organiser un atelier national regroupant l'ensemble des URGPs afin d'identifier et d'élaborer les différents TDR avant la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du PTBA 2020 ; ces TDR devant ensuite faire l'objet d'adaptation pour tenir compte des spécificités régionales	CENAT/ Les URGPs	01/2020
<b>Enregistrement des contrats et marchés</b>  Procéder à l'enregistrement systématique des contrats et marchés au niveau de la Direction Régionale des Impôts de Diffa avant l'envoi de ces documents enregistrés au niveau central pour les formalités d'obtention des exonérations	URGP Diffa	01/2020

#### e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

**Probabilité d'atteindre l'objectif de développement**

**Note: 4**

##### Justification de la note

Le projet avance comme prévu pour achever les objectifs.

**Évaluation de la performance globale de l'exécution**

**Note: 4**

##### Justification de la note

L'exécution du projet est satisfaisante. Puisque c'est la première mission de supervision c'est évalué comme moyennement satisfaisant (4).

#### F. Actions convenues

<b>Action convenue</b>	<b>Responsabilité</b>	<b>Date convenue</b>
<b>Efficacité en matière de développement</b>		

<b>Harmonisation des outils de ciblage</b>  Procéder à l'harmonisation des outils de ciblage au niveau du programme et si possible l'automatiser afin que tous les partenaires de mise en œuvre l'utilise	AT S&E	12/2019
<b>Sensibilisation des groupes cibles</b>  Procéder à la sensibilisation des différents groupes cibles pour une meilleure participation dans les activités du programme	Partenaires de mise en œuvre	01/2020
<b>Women Empowerment Agriculture Index (WEAI)</b>  Mettre en place et opérationnaliser le Women Empowerment Agriculture Index (WEAI) pour apprécier la participation des femmes dans les activités du programme	UGP Diffa	01/2020
<b>Partenariat avec Direction de la Promotion de la Femme</b>  Impliquer la Direction de la Promotion de la Femme pour un partenariat productif dans la mise en œuvre du programme.	UGP Diffa	01/2020
<b>Valoriser les expériences des autres régions d'intervention du ProDAF</b>  Capitaliser et valoriser les expériences des autres régions d'intervention du ProDAF (Maradi, Zinder et Tahoua) pour une meilleure participation des femmes et de jeunes dans la région de Diffa.	CENAT	01/2020
<b>Partenariats</b>  Impliquer des Directions de la Promotion de la Femme, de la Nutrition et de la Sécurité Sanitaire dans la mise en œuvre du programme	URGP Diffa	01/2020
<b>Valoriser les expériences des autres ProDAF</b>  Valoriser les expériences des autres ProDAF (Maradi, Zinder et Tahoua).	CENAT	01/2020
<b>Nutrition</b>  Prendre en compte de la nutrition de façon transversale et thématique pour un meilleur impact	CENAT	01/2020
<b>Nutrition</b>  Intégrer dans les CEP et CEPM les aspects transversaux comme la nutrition	URGP	01/2020
<b>Outils de formations</b>  Actualiser les outils de formations utiliser par le programme pour les rendre sensibles au Genre	UGP Diffa	06/2020

Gestion et exécution financière		
<b>ISB sur les honoraires</b> Régulariser l'ISB sur les honoraires	RAF/Comptable	10/2019
<b>Justification des frais de communication et de carburant</b> Revoir la méthode de justification des frais de communication et de Carburant	RAF/Comptable/ATN-CF	11/2019
<b>Ordre de virement de l'ONG CRA</b> Régulariser l'erreur relative à l'ordre de virement de l'ONG CRA	RAF/Coordonnateur	11/2019
<b>Analyse du compte de la Caisse de Sécurité Sociale</b> Analyser Le compte de la Caisse de Sécurité Sociale et procéder à des arrêts comptables Trimestrielles	RAF/Comptable	11/2019
<b>Pièces justificatives des avances aux partenaires et des frais de mission</b> Récupérer les pièces justificatives relatives aux avances faites aux partenaires, ainsi qu'aux frais de mission	Coordonnateur/RAF/Comptable	11/2019
<b>Correction du grand livre Analytique</b> Corriger le grand livre Analytique	RAF/Comptable/RSE	11/2019
<b>Réunions mensuelles du personnel de suivi évaluation et celui de la Gestion financière</b> Organiser des réunions mensuelles entre le suivi évaluation et le personnel de Gestion financière	RSE/RAF/Comptable	11/2019
<b>Reclassement par nature des comptes de Charges Immobilisés</b> Reclasser par nature les comptes de Charges Immobilisés ou utiliser un compte transitoire	RAF /Comptable/ATN-CF	12/2019
<b>Atelier National</b> Organiser un atelier national regroupant l'ensemble des URGP afin d'identifier et d'élaborer les différents TDR avant la mise en œuvre des activités prévues dans le cadre du PTBA 2020 ; ces TDR devant ensuite faire l'objet d'adaptation pour tenir compte des spécificités régionales	CENAT/ Les URGP	01/2020

<b>Enregistrement des contrats et marchés</b>  Procéder à l'enregistrement systématique des contrats et marchés au niveau de la Direction Régionale des Impôts de Diffa avant l'envoi de ces documents enregistrés au niveau central pour les formalités d'obtention des exonérations	URGP Diffa	01/2020
<b>Envoyer au FIDA les rapports semestriels</b>  Envoyer au FIDA les rapports semestriels	RSE/ Coordonnateur	05/2020
<b>Envoyer au FIDA les rapports Annuels</b>  Envoyer au FIDA les rapports Annuels	RSE/ Coordonnateur	11/2020



Investir dans les populations rurales

## **Niger**

---

**Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa**

**Rapport de supervision**

**Cadre logique du projet**

Dates de mission: 21/11/2019 to 05/12/2019

Date du document: 27/04/2020

Identifiant du projet 2000001810

Numéro du rapport: 5396-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										
	Membres des ménages			23 000	6 808	6 808	29.6				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés										
	Ménages dirigés par une femme			7 917	1 392	1 392	17.6				
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef			15 083	5 416	5 416	35.9				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes		30 000	48 000	8 770	8 770	18.3				
	Hommes		70 000	112 000	34 121	34 121	30.5				
	Jeunes		30 000	48 000	23 833	23 833	49.7				
	Personnes autres que les jeunes		30 000	48 000	15 227	15 227	31.7				
	Personnes autochtones			96 000	37 151	37 151	38.7				
	Personnes non autochtones			64 000	5 739	5 739	9				



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif du projet</b> Contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la résilience face aux crises des ménages ruraux de la région de Diffa (hors zone militarisée)	Réduction du taux de malnutrition chronique chez les enfants de 0 à 59 mois							Rapports UNICEF et PAM			
	Réduction malnutrition chronique	49.5	45	40							
	Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ciblés							Enquêtes d'impact SYGRI			
	Amélioration (pourcentage)										
<b>Objectif de développement</b> Restaurer et renforcer les capacités de 23 000 ménages à développer les productions agro-pastorales et halieutiques ou de micro-entreprises rurales dans la bande sud de la région de Diffa (hors zone militarisée)	Ménages bénéficiant des services programme - Number							"□ Rapport INS, i3N □ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact □ Rapports partenaires et études spécifiques "			La stratégie d'accélération de l'i3N est opérationnelle et harmonisée avec le PNIA - Mécanismes conjoints (Gouvernement du Niger et Partenaires Techniques et Financiers) performants de gestion des crises
	Nombre de ménages		20 000	23 000	6 808	6 808	29.6				
	Ménages Réfugiés-retournés-déplacés bénéficiant des services programme							"□ Rapport INS, i3N □ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact □ Rapports partenaires et études spécifiques "			
	Nombre de ménages		6 000	6 900	911	911	13.2				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de ménages ayant une augmentation de 30% du volume de production							"❑ Rapport INS, i3N ❑ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact ❑ Rapports partenaires et études spécifiques "			
	Nombre de ménages		10 000	17 250							
	Nombre de ménages Réfugiés-retournés-déplacés ayant une augmentation de 30% du volume de production							"❑ Rapport INS, i3N ❑ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact ❑ Rapports partenaires et études spécifiques "			
	Nombre de ménages		3 000	5 175							
	Nombre de ménages ayant une augmentation de 20% du niveau de leur revenu							"❑ Rapport INS, i3N ❑ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact ❑ Rapports partenaires et études spécifiques "			
	Nombre de ménages		10 000	17 250							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de ménages Réfugiés-retournés-déplacés ayant une augmentation de 20% du niveau de leur revenu							"□ Rapport INS, i3N □ Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact □ Rapports partenaires et études spécifiques "			
	Nombre de ménages		3 000	5 175							
<b>Effet direct</b> Effet 1: L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permet aux producteurs ruraux (femmes, jeunes, réfugiés) de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes	1.2.4 Ménages faisant état d'une augmentation de la production							Enquêtes d'impact SYGRI et complémentaire Effets/impact			Conditions climatiques favorables; Conditions zoo-phyto-sanitaires favorables; Partenariat effectif des différents projets et PTF pour un développement rationnel de la petite irrigation; Le système d'alerte précoce au niveau décentralisé est fonctionnel
	Ménages										
	Membres des ménages										
	Hommes		42 000	64 000							
	Femmes		42 000	64 000							
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Personnes autochtones										
	Personnes non autochtones										
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de personnes déclarant une production excédentaire (cultures et le bétail) dont les RRD							Dispositif analyse économique et financière			
	Nombre de personnes		84 000	128 000							
	Pourcentage de migrants déclarant une intégration positive avec les communauté d'accueil										
	Pourcentage de migrants		70	90							
<b>Produit</b> Produit 1.1: Les aménagements productifs structurants ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité des sols, et ainsi la résilience des exploitations familiales	3.1.4 Hectares de terres soumises à une gestion résiliente au climat							❑ Rapports prestataires			Sécurisation foncière préalable aux aménagements et modes de gestion négociés des sites; Capacité d'appliquer les mesures recommandées suite à l'analyse du suivi piézométrique
	Superficie en hectares		3 000	5 050	1 500	1 500	29.7				
	Nombre de cadres de concertation mis en place et fonctionnels pour la gestion communautaire des ressources comprenant (i) les fa-milles d'accueil, les po-pulations réfugiées, (ii) les femmes et (iii) les jeunes										
	Nombre de cadres de concertation		10	10	2	2	20				
<b>Produit</b> Produit 1.2: L'accès aux points d'eau dans les zones pastorales est facilité	Nombre de points d'eau aménagés dans le cadre de l'hydraulique pastorale										
	Nombre de points d'eau		13	29	6	6	20.7				
<b>Produit</b> Produit 1.3: Les surfaces irriguées ont augmenté	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état										
	Superficie en hectares		288	535	150	150	28				
<b>Produit</b> Produit 1.4: Les usagers de l'eau agricole et pastorale utilisent et gèrent de manière concertée la ressource disponible	Nombre de personnes signalant un meilleur accès à l'eau à des fins de production (Agricole et pastoral)										
	Nombre de personnes		84 000	136 000	759	759	0.6				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 1.5: Les productions agro-pastorales sont accrues	1.1.4 Personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production										Les GFS sont gérés sans ingérence des communes en charge de la supervision
	Nombre total de personnes formées par le projet										
	Nombre total de présences aux sessions de formation										
	Hommes formés à la production végétale				1 957	1 957					
	Femmes formées à la production végétale				586	586					
	Jeunes formés à la production végétale				920	920					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production végétale				1 623	1 623					
	Personnes autochtones formées à la production végétale				2 343	2 343					
	Personnes autres que des autochtones formées à la production végétale				200	200					
	Hommes formés à la production animale				880	880					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Femmes formées à la production animale				407	407					
	Jeunes formés à la production animale				691	691					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale				596	596					
	Personnes autochtones formées à la production animale				260	260					
	Personnes autres que les jeunes formées à la production animale										
	Hommes formés à la production halieutique										
	Femmes formées à la production halieutique										
	Jeunes formés à la production halieutique										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes formées à la production halieutique										
	Personnes autochtones formées à la production halieutique										
	Personnes autres que des autochtones formées à la production halieutique										
	Personnes formées à la production végétale										
	Personnes formées à la production animale										
	Personnes formées à la production halieutique										
	Hommes formés au moins une fois par le projet										
	Femmes formées au moins une fois par le projet										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Nombre de producteurs ayant accès à des intrants de production améliorés et / ou à des ensembles technologiques							Rapports des prestataires et des STD partenaires			
	Nombre total		15 000	30 000	2 543	2 543	8.5				
	Femmes jeunes				330	330					
	Males				673	673					
	Females				247	247					
	Hommes jeunes				1 293	1 293					
<b>Effet direct</b> Effet 2: Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés de demi-gros qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage							SIG			Echanges commerciaux stables avec les pays de la sous-région dont le Nigéria; Les institutions financières (SFD, BAGRI, banques commerciales) financent les groupes cibles
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés		15	30							
	Taille des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Personnes autochtones										
	Personnes non autochtones										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Ménages dirigés par une femme										



Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation										
	Taille des ménages										
	Hommes										
	Femmes										
	Personnes autochtones										
	Personnes non autochtones										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage										
	Taille des ménages										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Hommes										
	Femmes										
	Personnes autochtones										
	Personnes non autochtones										
	Jeunes										
	Personnes autres que les jeunes										
	Ménages dirigés par une femme										
	Ménages autres que ceux ayant une femme pour chef										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Produit</b> Produit 2.1: Les plateformes de commercialisation des produits agricoles sont construites dans les zones de concentration des productions	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							<input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services <input type="checkbox"/> Cartes des risques climatiques <input type="checkbox"/> PDC/PIA des communes			Partenariat Public-Privé soutenu par les communes
	Nombre total d'installations										
	Installations de commercialisation construites ou remises en état		4	8							
	Installations de transformation construites ou remises en état										
	Installations de stockage construites ou remises en état		8	16							
<b>Produit</b> Produit 2.2: Les microentreprises sont financées	Nombre de Micro Entreprises Rurales financées							<input type="checkbox"/> Rapports des prestataires de services et des STD (DRA/GR) <input type="checkbox"/> SIG <input type="checkbox"/> Cartes des risques climatiques			Fonds d'entretien routier opérationnel
	Nobre de MERs		300	520	3	3	0.6				
<b>Produit</b> Produit 2.3: Un dispositif de réduction des entraves commerciales est fonctionnel le long du corridor Diffa-Zinder-Kano	Nombre de cadres de concertation locales mises en place et soutenues par les autorités gouvernementales le long du corridor							<input type="checkbox"/> Rapports/cartes du CILSS, SIG			Stabilité socio-politique au Nigéria; Absence de crise alimentaire majeure
	Nombre de cadres de concertation		1	1							



Investir dans les populations rurales

## **Niger**

---

**Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa**

**Rapport de supervision**

**Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie**

Dates de mission: 21/11/2019 to 05/12/2019

Date du document: 27/04/2020

Identifiant du projet 2000001810

Numéro du rapport: 5396-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 1. Questions financières (Tableaux 2A, 2B, et 2C)

Pays : Niger –  
ProDAF DIFFA  
Don FIDA  
N°2000002550  
Prêt FIDA N°  
2000002551  
NORAD  
N°2000002235

/

Mission de supervision du 30/11/2019 au 10/12/2019: PRODAF DIFFA

### Appendice 2A : Tableau d'exécution des obligations de financement par source de financement au 31 /10/2019 (USD)

	Effectif au 31/10/2019				PREVISIONNEL AU 31/12/2019		
Source de financement	Montants DCP	Montant actualisé au taux de réception pour les fonds FIDA	Décassements effectifs au 31/10/2019	Taux de décaissement effectif	DRF d'Avance Semestrielle de 2019	Total avec décaissements en cours	Taux de décaissement prév. avec en cours au 31/12/2019
Don FIDA N°2550	6 250	6 023	738	12,25%	-	738	12,25%
Prêt FIDA N°2551	6 250	6 023	738	12,25%	-	738	12,25%
Fonds Norvégiens (NORAD 1)	3 604	3 604	3 131	86,87%	334	3 464	96,12%
Gouvernement du Niger	2 474	2 474	35	1,41%	-	35	1,41%
Contributions bénéficiaires	143	143	-	0,00%	-	-	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>18 721</b>	<b>18 267</b>	<b>4 641</b>	<b>25,41%</b>	<b>334</b>	<b>4 975</b>	<b>27,23%</b>

Conversion  
EUR/USD  
Conversion  
CFA/USD

1,1216

535,00

Programme : PRODAF-DIFFA

**Appendice 2 B : Tableau d'exécution des obligations de financement par source de financement et par Sous Composante au 31/10/2019 (EN USD)**

Etat de la Performance financière au 31/10/2019

Composant es	Prêt FIDA			Don FIDA			FONDS NORVEGIENS			BENEFICIAIRES			GOUVERNEMENT			TOTAL		
	Montant Actualisé en USD	décaiss ement	%	Monta nt Actual isé en USD	décaisse ment	%	Montant Actualisé en USD	décaiss ement	%	Montant Actualisé en USD	décais sement	%	Montant Actualisé en USD	décaisse ment	%	Montant Actualisé en USD	décaisse ment	%
<b>A- Renforcem ent de l'agricultur e familiale durable</b>	2 745	-	<b>0,00%</b>	2 745	-	<b>0,00%</b>	3 142	2 294	73,01%	104	0	0,00%	1 383	0	0,00%	10 119	2 294	22,67%
<b>A-1- Aménagem ent Structurant et Productifs résilients aux risques climatiques</b>	1 733	-	<b>0,00%</b>	1 733	-	<b>0,00%</b>	1 954	1 355	69,32%	104	0	0,00%	924	0	0,00%	6 449	1 355	21,01%
<b>A-2- Renforcem ent des capacités Technico économiqu es des exploitatio s familiales</b>	844	-	<b>0,00%</b>	844	-	<b>0,00%</b>	887	916	103,20 %	0	0	0,00%	366	0	0,00%	2 941	916	31,14%
<b>A-3- Résilience</b>	168	-	<b>0,00%</b>	168	-	<b>0,00%</b>	300	23	7,75%		0		93	0	0,00%	729	23	3,19%

des population s vulnérables																		
B- Amélioration de la productivité	1 957	-	0,00%	1 957	-	0,00%		19		39	0	0,00%	486	0	0,00%	4 438	19	0,43%
B-1- Aménagem ent Structurant d'accès au marché	1 133	-	0,00%	1 133	-	0,00%		1			0	0,00%	339	0	0,00%	2 605	1	0,04%
B-2-Appuis aux microentrepr ises rurales	571	-	0,00%	571	-	0,00%		17		39	0	0,00%	97	0	0,00%	1 278	17	1,31%
B-3- Intégration Régionale des échanges	253	-	0,00%	253	-	0,00%		1			0	0,00%	50	0	0,00%	556	1	0,21%
Comp C: Coordination et gestion	1 321	-	0,00%	1 321	-	0,00%	462	818	176,90 %		0	0,00%	605	0	0,00%	3 247	853	26,26%
C-1-Suivi Evaluation et Gestion des Savoirs	501	-	0,00%	501	-	0,00%		181	0,00%		0	0,00%	180	0	0,00%	1 182	181	15,31%
C-2- Coordination et Gestion	820	-	0,00%	820	-	0,00%	462	637	137,77 %		0		425	35,00	8,23%	2 066	672	32,53%
	-	-									0			0				
Avance initiale	-	738			738						0			0			1 475	
<b>Total*</b>	<b>6 023</b>	<b>738</b>	<b>12,25%</b>	<b>6 023</b>	<b>738</b>	<b>12,25%</b>	<b>3 604</b>	<b>3 131</b>	<b>86,87%</b>	<b>143</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>2 474</b>	<b>35,00</b>	<b>1,41%</b>	<b>18 267</b>	<b>4 641</b>	<b>25,41%</b>

Taux de conversion 0,8577  
EUR/USD Selon DCP



Pays : REPUBLIQUE DU NIGER

Prêt FIDA N°2000002551

Programme : PRODAF DIFA

Mission de supervision du 30/11/2019 au 10/12/2019: ProDAF DIFFA

**Appendice 2 C : Situation des décaissements par catégorie :  
au 31/10/2019 en EUR**

Effectif					
N°	Catégories	Allocation initiale	Décaissements effectifs	Taux de décaissement effectif	Solde
	<i>Avance au compte désigné</i>	-	657 710,80	0,00%	-657 710,80
I	Génie Civil/Rural	1 090 000	0,00	0,00%	1 090 000,00
II	Consultants et Formations	1 050 000	0,00	0,00%	1 050 000,00
III	Dons et Subventions	370 000	0,00	0,00%	370 000,00
IV	Biens ,Services et Intrants- Véhicules Equipement et Matériels	1 660 000	0,00	0,00%	1 660 000,00
V	Salaires & Indemnités et couts de Fonctionnement	665 000	0,00	0,00%	665 000,00
	Non alloué	535 000	0,00	0,00%	535 000,00
	<b>TOTAUX</b>	<b>5 370 000</b>	<b>657 710,80</b>	<b>12,25%</b>	<b>4 712 289,20</b>

Pays : REPUBLIQUE DU NIGER  
Don FIDA N°2000002550  
Programme : PRODAF DIFA

**Situation des décaissements par catégorie**  
**au 31/10/2019 en EUR**

EFFECTIF					
N°	Catégories	Allocation initiale	Décaissements effectifs	Taux de décaissement effectif	Solde
	<i>Avance au compte désigné</i>	-	657 710,80	0,00%	-657 710,80
I	Génie Civil/Rural	1 090 000	0,00	0,00%	1 090 000,00
II	Consultants et Formations	1 050 000	0,00	0,00%	1 050 000,00
III	Dons et Subventions	370 000	0,00	0,00%	370 000,00
IV	Biens ,Services et Intrants- Véhicules Equipement et Matériels	1 660 000	0,00	0,00%	1 660 000,00
V	Salaires & Indemnités et couts de Fonctionnement	665 000	0,00	0,00%	665 000,00
	Non alloué	535 000	0,00	0,00%	535 000,00
	<b>TOTAUX</b>	<b>5 370 000</b>	<b>657 710,80</b>	<b>12,25%</b>	<b>4 712 289,20</b>

Pays : REPUBLIQUE DU NIGER

Don NORAD

N°200000223500

Programme :

PRODAF DIFA

Situation des décaissements par catégorie Don NORAD 1 au 31/10/2019 (USD)

EFFECTIF ET PREVISIONNEL							
N°	Catégories	Allocation initiale	Décaissements effectifs	Taux de décaissement effectif	DRF NORAD d'Avance Semestrielle de 2019 N°10	Taux décaissement Prévisionnel au 31/12/2019	Solde
	<i>Avance au compte désigné</i>	-	936 962,40	0,00%			-936 962,40
I	Génie Civil/Rural	960 000	745 370,74	77,64%	220 691,00	100,63%	214 629,26
II	Consultants	904 800	657 505,83	72,67%	31 373,00	76,14%	247 294,17
III	Equipements et Matériels	57 500	78 868,66	137,16%			-21 368,66
IV	Biens ,Services et Intrants	1 276 974	547 354,99	42,86%	81 581,00	49,25%	729 619,01
V	Frais de Fonctionnement	36 000	64 260,86	178,50%			-28 260,86
VI	Salaires & Indemnités	118 800	100 361,84	84,48%			18 438,16
	Non alloué	250 000	0,00	0,00%			250 000,00
	<b>TOTAUX</b>	<b>3 604 074</b>	<b>3 130 685,32</b>	<b>86,87%</b>	<b>333 645,00</b>	<b>96,12%</b>	<b>473 388,68</b>



Investir dans les populations rurales

## **Niger**

---

**Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa**

**Rapport de supervision**

### **Appendice 2: Avancement des activités du PTBA**

Dates de mission: 21/11/2019 to 05/12/2019

Date du document: 27/04/2020

Identifiant du projet 2000001810

Numéro du rapport: 5396-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



## Appendice 2. Réalisations physiques mesurées par rapport au PTBA 2019/objectifs quantifiés du programme

Indicateurs par rubrique	Cible RMP	Cible globale à la fin du programme	Cible PTBA prévue	Niveau d'atteinte au 31/10/2019	Cumul Cible réalisée	Taux PTBA 2019	Taux RMP	Taux cumulé fin programme
<b>Couverture de la Cible : 16% de la population de la Région de Diffa</b> - <b>Objectif global</b> : contribuer à l'amélioration durable de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à la résilience face aux crises des ménages ruraux de la région de Diffa (hors zone militarisée) - <b>Objectif de développement</b> : restaurer et renforcer les capacités de 20 000 ménages soit 140 000 bénéficiaires à développer les productions agro-pastorales et halieutiques ou de microentreprises rurales dans la bande sud de la région de Diffa (hors zone militarisée)								
Nombre des personnes (homme, femmes, jeunes, réfugiés) et ménages bénéficiant des services du programme	80 000	140 000	15 985	11 621	11 621	72,7%	14,5%	8,3%
<b>Composante 1 : Renforcement durable de l'agriculture familiale</b> <b>Effet escompté I.</b> L'émergence d'exploitations agricoles familiales durables permet aux producteurs ruraux (femmes, jeunes, réfugiés) de diversifier leurs productions, d'augmenter leurs rendements et leurs capacités d'adaptation aux chocs externes - <b>Produit 1.1.</b> Les superficies des terres agricoles et pastorales sont restaurées à travers les fixations de dunes et les actions de CES/DRS sont augmentées - <b>Produit 1.2.</b> L'accès aux points d'eau dans les zones pastorales est facilité - <b>Produit 1.3.</b> Les surfaces irriguées ont augmenté - <b>Produit 1.4.</b> Les usagers de l'eau agricole et pastorale utilisent et gèrent de manière concertée la ressource disponible - <b>Produit 1.5.</b> Les productions agro-pastorales sont accrues								
<b>AS1: Aménagement des bassins versants</b>								
Ha de terres récupérées en amont du bassin versant (traitement mécanique)	1 400	500	300	200	200	66,6%	154,0%	40,0%
Ha de dunes fixées les dunes autour des cuvettes (mares et cuvettes)		1 875	800	500	1 200	63,0%		64,0%
Ha de couloir de passage identifié pour les travaux d'aménagement		2 675	750	756,75	756,75	100,9%		28,3%
Ha de bandes ouvertes pour les paires feu			500	0	0	0%		0%
MI des haies vives plantées autour et à l'intérieur des aménagements	NP <sup>1</sup>	25 000	5 000	0	0	0%	--	0%
<b>AS2: Hydraulique pastorale</b>								
Nombre des SPP construites ou finalisées	NP	5	6	6	6	100%	--	120%
Nombres des points d'eau pastoraux identifié pour étude	5	35	10	10	10	100%	200%	28,6%
Nombre des SPP équipées en énergie mixte	NP	NP	6	0	0	0%	--	--
<b>AS3 : Développement des bassin de production</b>								
Ha finalisés en travaux d'aménagement en zone oasienne	NP	140	150	150	150	100%	--	107%
Ha des superficies aménagées en zone de cuvettes mises en valeur	NP	140	150	150	150	100%	--	107%

<sup>1</sup> NP = Non prévue

Indicateurs par rubrique	Cible RMP	Cible globale à la fin du programme	Cible PTBA prévues	Niveau d'atteinte au 31/10/ 2019	Cumul Cibles réalisées	Taux PTBA 2019	Taux RMP	Taux cumulé fin programme
Nombre des DAO élaborés pour les travaux d'aménagement en zone inter-dunaire	NP	NP	1	1	1	100%	--	--
<b>AS4 et AS5 : Adaptation de l'agriculture familiale au changement climatique et Développement des cultures irriguées</b>								
Nombre de CEPM qui ont poursuivi l'animation des CEPM 2018	NP	170	20	20	41	105%	--	24%
Nombre de CEP reconduits	NP	235	60	60	60	100%	--	26%
<b>AS6: Amélioration du petit élevage</b>								
Nombre des DIPE mis en place	NP	80	40	41	41	103%	--	51%
Nombre des Kit PR mis en place	NP	2 300	400	400	1 200	100%	--	52%
Nombre de cases de santé vétérinaires identifiées pour construction	NP	2	6	6	6	100%	--	300%
Nombre de parcs de vaccination identifiés pour construction	NP	12	6	6	6	100%	--	50%
<b>AS8 : Appui à l'organisation et leadership des femmes (MMD)</b>								
Nombre de groupements féminins formés sur la fabrication de fromage	NP	300	100	100	100	100%	--	33,33%
Nombre de groupements féminins formés sur les AGR	NP	210	40	40	40	100%	--	19%
Nombre de centres d'alphabétisation	NP	90	20	0	0	0%	--	0%
Nombre de foyer d'animation et de réhabilitation nutritionnel (FARN)	NP	1	1	1	1	100%	--	100%
<b>Composante 2. Accès des producteurs aux marchés</b> <b>Effet escompté II.</b> Les producteurs valorisent mieux leurs surplus de production agro-sylvo-pastorale en les commercialisant sur des marchés qui approvisionnent les centres de consommation nationaux et marchés transfrontaliers - <b>Produit 2.1.</b> Les centres de collectes et maison de paysans (MP) sont construits et sont viables - <b>Produit 2.2.</b> Les microentreprises sont financées - <b>Produit 2.3.</b> Un dispositif de réduction des entraves commerciales est fonctionnel le long du corridor Diffa-Zinder-Kano								
<b>AS9 : Construction des plateformes commerciales dans les PDE</b>								
Nombre de DAO pour les travaux de construction d'un marché de demi-gros	NP	2	1	0	0	0%	--	0%
<b>AS11 : Renforcement des structures de gestion des infrastructures--</b>								
Nombre de cadre de concertation Hadin Gwiwa	NP	2	1	1	1	100%	--	50%
Nombre de stations de pompage pastorales en gestion déléguée	NP	NP	6	6	6	100%	--	--
Nombre des AUSPE formées et équipées mis en place	NP	NP	6	6	6	100%	--	--
<b>AS12 : Appui aux Investissements Productifs Inclusifs au sein des PDE</b>								
Nombre de Microentreprise Rurale identifiées pour financement	NP	520	40	92	92	230%	--	18%

Indicateurs par rubrique	Cible RMP	Cible globale à la fin programme	Cible PTBA prévues	Niveau d'atteinte au 31 octobre 2019	Cumul Cibles réalisées	Taux PTBA 2019	Taux RMP	Taux cumulé fin programme
Nombre de micro projet financé pour les groupements de jeunes irrigants	NP	65	10	66	66	660%	--	102%
Nombre des jeunes financés issus des formations professionnelles	NP	502	80	169	169	281,7%	--	33,7%
<b>AS13: Intégration régionale des échanges</b>								
Nombre d'études de base sur les échanges transfrontaliers	NP	1	1	0	0	0%	--	0%
Nombre d'études de base sur les tracasseries routières et pratiques anormales	NP	1	1	0	0	0%	--	0%
Nombre de séances d'animation du CTL de Diffa appuyées	NP	7	1	1	1	100%	--	14%





Investir dans les populations rurales

## **Niger**

---

**Programme de développement de l'agriculture familiale dans la région de Diffa**

**Rapport de supervision**

### **Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution**

Dates de mission: 21/11/2019 to 05/12/2019

Date du document: 27/04/2020

Identifiant du projet 2000001810

Numéro du rapport: 5396-NE

Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département de la gestion des programmes



### Appendice 3. Respect des dispositions de l'accord de don : état d'avancement au 31/10/2019

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section B 6</b>	Deux comptes désignés libellés en Franc de la Communauté financière africaine (FCFA) destinés à recevoir les fonds provenant du prêt et du don du Fonds, ainsi que du don au nom de l'agence norvégienne de développement (NORAD), sont ouverts au nom de l'Emprunteur auprès de la BIA (Banque International de l'Afrique) Les comptes désignés seront mouvementés selon le principe de la double signature	Dès la date d'entrée en vigueur du projet	Exécuté : (i) un compte prêt et don FIDA et (ii) un compte Don de l'agence Norvégienne de Développement (NORAD1) (iii) ) un compte Don de l'agence Norvégienne de Développement (NORAD2)	<b>Disposition respectée partiellement, s'agissant de NORAD 2 le compte a été ouvert 3 mois après la date d'entrée en vigueur.</b>
<b>Section B 7</b>	L'Emprunteur ouvrira en outre un compte d'opération en FCFA dans une banque commerciale acceptable pour le FIDA. Le compte d'opération sera mouvementé selon le principe de la double signature	Dès la date d'entrée en vigueur du projet	Compte d'opération ouvert	<b>Disposition respectée partiellement, s'agissant de NORAD 2 le compte a été ouvert 3 mois après la date d'entrée en vigueur.</b>
<b>Section 7-01</b>	L'URGP prépare annuellement un projet de travail et de budget transmis au Fonds pour non objection	PTBA année suivante élaboré et envoyé au FIDA deux mois avant la fin de l'année	Le projet de PTBA 2020 n'a pas encore été envoyé au FIDA.	<b>Disposition Non Respectée</b>
<b>Section 7-05</b>	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'appendice 3	En permanence	PPM 2020 joint au PTBA 2020	<b>Disposition Non Respectée</b>
<b>Section 7-08</b>	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'Agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens & constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales.	En permanence	Les assurances sont souscrites pour les véhicules et pour le personnel. Pour les travaux, les entreprises sont responsables de l'assurance.	<b>Disposition Respectée</b>
<b>Section 8.03</b>	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Juin/Déc	Le rapport du 1 <sup>er</sup> semestre 2019 n'a été pas envoyé officiellement au FIDA Le rapport annuel 2018 n'a pas été envoyé au FIDA	<b>Disposition non respectée</b>

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
<b>Section 9.02</b>	L'Emprunteur/Bénéficiaire remet au FIDA des états financiers détaillés des opérations, des ressources et des dépenses relatives au projet, établis conformément aux normes et procédures agréés par le FIDA, dans un délai de 4 mois après la clôture de chaque année fiscale.	30 avril 2019	Les états Financiers de 2018 ont été envoyés au FIDA le 30 Avril 2019.	<b>Disposition Respectée</b>
<b>Section 9.03</b>	Remettre au FIDA dans les 6 mois suivant la fin de l'année fiscale, une copie certifiée conforme du rapport d'audit.	30 Juin 2019	Rapport d'audit de l'exercice 2018 envoyé au FIDA le 24 juin 2019, La lettre sur le contrôle interne inclut les réponses du Projet aux recommandations de l'audit	<b>Disposition Respectée</b>